

RETOMBÉES DES LÉGISLATIVES



L'APRÈS-10 MAI SE DESSINE

page 5

LE GROUPE DES 20 SE RÉUNIT



LES PROTESTATAIRES BOUDERONT-ILS L'APN ?

page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 1577 Lundi 21 mai 2012 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

EQUIPE NATIONALE

LES CHOSES SÉRIEUSES COMMENCENT AUJOURD'HUI

Lire page 16

LE SOMMET DU G8 À CAMP DAVID SE PENCHE SUR LES PROBLÈMES DU SAHEL

ENTRE PAROLES ET ACTES

Lire page 3



CAUSES DES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Le facteur humain surclasse les défaillances techniques

Lire en page 4

BALANCE COMMERCIALE POUR LES 4 PREMIERS MOIS DE 2012

La tendance haussière maintenue

Lire en page 3



30

personnes ont trouvé la mort et 794 autres ont été blessées dans 653 accidents de la circulation routière survenus durant la période allant du 03 au 16 mars 2012, a indiqué, jeudi, le bilan bimensuel de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

307

observateurs internationaux, issus de 37 pays, sont déployés en Syrie pour superviser le cessez-le-feu dans ce pays, théâtre de contestations et de violences depuis la mi-mars 2011, a indiqué vendredi le porte-parole de cette mission, Hacène Saqlaoui.

127

petites et moyennes entreprises (PME) ont été créées à Djelfa au cours du premier trimestre 2012, engendrant 587 emplois, a-t-on appris de la direction locale de la PME et de la promotion de l'investissement

L'efficacité du système de lecture automatique des plaques d'immatriculation prouvée



155 véhicules recherchés ont été récupérés ces deux dernières années par les services de la Sûreté nationale grâce au système de lecture automatique des plaques d'immatriculation, a déclaré, mercredi, le directeur de l'Unité aérienne de la Sûreté nationale (UASN), le commissaire divisionnaire, Djamel Younsi. Lors d'une journée d'information au profit de la presse nationale, le commissaire divisionnaire a précisé que ce système, qui a été intégré sur un véhicule de la Sûreté nationale mis à la disposition des services de la sûreté de wilaya d'Alger, "sera prochainement généralisé aux hélicoptères relevant de l'UASN", indiquant qu'il permet de contrôler en moyenne 8 000 véhicules par jour. En 2011, pas moins de 360 missions ont été effectuées correspondant à un état des heures de vols estimé à 914 heures. Pour les quatre premiers mois de l'année en cours, 116 missions ont été effectuées, a précisé le responsable. Les principales activités de l'UASN se concentrent essentiellement sur les différents événements, notamment en matière de gestion des mouvements de foules, des manifestations sportives, de régulation de la circulation routière et des visites officielles. Le service de cartographie relevant de l'UASN est parvenu à couvrir 26 wilayas du pays dont Alger. Cette opération s'élargira aux wilayas restantes.

L'opération consiste à actualiser quotidiennement les données, au regard des projets d'envergure réalisés dans les grandes villes du pays qui nécessitent la modification des données.

Le vol de câbles électriques s'accroît

Un vol global de 3,680 km de câbles électriques a été enregistré, récemment, par la Société de distribution d'électricité et de gaz du centre (SDC) de Blida, outre un nombre d'équipements divers, a-t-on appris jeudi auprès des responsables de cette entreprise. "En moins de deux mois, nous avons enregistré un vol de plus de 3,680 km de câbles électriques, en sus d'équipements divers", a indiqué à l'APS M. Merouane Ksentini, chargé de la communication.

Ces vols, qui sont le fait de réseaux spécialisés de malfaiteurs "opérant généralement les week-ends, en fin de journée", ont particulièrement ciblé les régions de Khezrouna (Blida), Cité Deriouche, Sidi El-Madani, Chiffa, Mouzaïa, Boufarik et le centre Ghraba de Soummaâ, a ajouté ce responsable. Outre les désagréments causés aux citoyens, ces vols sont à l'origine d'un préjudice financier estimé à plus de 3 millions de dinars pour la Société, a-t-il déploré en invitant les citoyens à "contribuer à l'effort de lutte contre ce phénomène en appelant les numéros de l'Entreprise mis à leur disposition, ou même les différents services de sécurité".

En avril dernier, c'est un linéaire de plus de 277 mètres de câbles relevant du téléphérique reliant Blida aux hauteurs de Chrêa, qui avait fait l'objet d'un vol, causant un préjudice financier de 2,621 millions de dinars pour l'entreprise de transport urbain de Blida, rappelle-t-on



Une unité aérienne pour la Protection-civile



L'unité aérienne de la Protection civile qui exploitera une flotte de six hélicoptères entrera en service à compter de 2013, a indiqué à Sétif le chargé de la communication à la Direction générale de la Protection civile au cours des travaux du 2e séminaire régional de préparation de la saison estivale 2012.

Deux hélicoptères ont été déjà réceptionnés et les quatre autres le seront avant la fin de l'année en cours, a précisé le commandant Farouk Achouri. Cette unité effectuera des tâches d'intervention, de sauvetage et de secours en cas de catastrophes, notamment en zone difficilement accessibles, a-t-il ajouté, soulignant que 20 pilotes, dont cinq femmes et des techniciens, suivent actuellement une formation de 24 mois en Angleterre. Cette rencontre régionale, qui regroupe les directeurs de la Protection civile de 26 wilayas dans l'est, le centre et le sud du pays a permis d'aborder certains points inhérents, notamment, aux préparatifs de la saison estivale, à la lutte contre les feux de forêts, ainsi qu'aux modalités de sensibilisation et d'implication des populations riveraines des espaces forestiers aux dispositifs anti-feux de bois ainsi que les moyens humains et matériels mobilisables en cas d'éventuels sinistres.

Le colonel Mohamed Khellaf, directeur de l'organisation et de coordination des secours à la Direction générale de la Protection civile, a indiqué à l'occasion que 22 colonnes mobiles composées chacune en moyenne de 66 sapeurs-pompiers ont été mobilisées à cet effet à travers l'ensemble du pays.

Un cheval retrouvé dans l'Océan Pacifique



Mardi dernier, un cheval a été aperçu au large d'une plage de Californie aux Etats-Unis. Les secours ont embarqué directement pour tenter de sauver l'animal et le ramener sur la plage. La bête avait nagé jusqu'à trois kilomètres des côtes !

Lorsque les promeneurs de Santa Barbara ont aperçu une ombre non ordinaire à quelques kilomètres au large mardi dernier, ils ont dû croire à un animal marin nageant à la surface. Mais non, il s'agissait bien d'un cheval ! En début de soirée, un cheval a, en effet, été aperçu au large de la plage de Summerland. Les secours de Carpentaria Fire Department ont donc accouru, avec l'aide des gardes-côtes pour tenter de sauver de la noyade ce cheval. Il s'est avéré que la bête se nommait William et était un pur-sang arabe blanc âgé de sept ans, rapporte l'officier de la patrouille de Santa Barbara, Ryan Kelly, relayé par le site internet de CNN.

William a été secouru à plus de trois kilomètres au large de la plage. L'animal était en train de nager tout droit vers le large de l'Océan Pacifique. Lorsqu'on regarde la vidéo, on s'aperçoit que les secours ont attrapé William par le flanc et l'ont retenu le long de leur embarcation. "Cela a duré environ deux heures et demie pour ramener le cheval vers la plage et le faire examiner par un vétérinaire", explique Ryan Kelly. William a finalement été examiné dans une clinique destinée aux soins des animaux et a été rendu à son propriétaire.

Ils courent 144 heures... sur place !



Philippe Dieumegard et Pierre-Michael Micaletti se sont lancés un défi bien fatigant : courir et faire du vélo pendant 144 heures tout en restant à l'intérieur de la Cité des Sciences et de l'Industrie. Pour le moment, les deux sportifs sont à la moitié de leur pari.

Le Parisien (journal français) est allé à la rencontre de deux sportifs en plein effort. Pierre-Michael Micaletti et Philippe Dieumegard ont décidé de courir et de pédaler non-stop pendant 144 heures sous le contrôle de trois infirmières observant avec précision les données des capteurs placés sur les deux hommes.

Sous ce défi sportif se cache en réalité une expérience scientifique. L'étude souhaite comprendre l'importance du sommeil dans la performance sportive. A tour de rôle, les deux hommes se relaient pour faire des micro-siestes. "Nous enregistrons leur sommeil, nous leur avons posé des capteurs sur la tête, aux yeux et au menton. Les signaux sont enregistrés constamment afin d'analyser en profondeur l'architecture et la composition de leur sommeil". Selon un médecin présent sur place : "Le meilleur rentabilité c'est de dormir peu, mais souvent. C'est ce qu'on appelle le sommeil polyphasique que pratiquent aussi les navigateurs."

Par exemple Michael fait treize micro-siestes en 24 heures, dont la moyenne de ses repos atteint 14 minutes. Avec les efforts réalisés, le sportif n'a aucun souci pour trouver le sommeil "et plus on avance dans le défi et plus vite il s'endort rapidement dans un sommeil profond". Pour l'heure, les deux hommes ont parcouru 1.300 km, ils sont à la moitié de leur défi. Et le cauchemar de Philippe, avoue-t-il, c'est la selle de son vélo : "C'est une selle assez dure et cette nuit j'ai fait une fixette dessus, j'avais mal...". Malgré les différentes souffrances, les deux hommes comptent bien aller au bout de l'aventure.

D
I
X
I
T

Moussa Benhamadi

«Le cahier des charges relatif à la 3G ainsi que les trois opérateurs de la téléphonie mobile sont fin prêts pour le lancement de cette technologie en Algérie, prévu dans les semaines à venir, même si le traitement du dossier de Djezzy persistait. Les trois opérateurs ont déjà déployé des antennes-relais BTS (éléments de base du système cellulaire de téléphonie mobile GSM) au niveau national pour l'émission et la réception de la 3G.

Le gouvernement temporisait le lancement de cette technologie par souci d'équité et qu'il ne voulait pas créer une différenciation entre les 3 opérateurs de téléphonie mobile afin de ne pas priver les nombreux abonnés de Djezzy. Mais, si le problème avec Djezzy persistait nous serions dans l'obligation d'avancer»

SOMMET DU G8 À CAMP DAVID SE PENCHE SUR LES PROBLÈMES DU SAHEL

Entre paroles et actes

La question du paiement des rançons exigées par les groupes terroristes pour la libération des otages, et le renforcement des efforts contre le trafic illégal d'armes dans la région du Sahel a été abordée au Sommet du G8 qui s'est clos, samedi à Camp David (Maryland -Etats-Unis).

PAR SADEK BELHOCINE

Des appels et des engagements ont été exprimés lors de cette rencontre qui a réuni les pays les plus industrialisés de la planète. Un appel important : Le G8 appelle à lutter contre le paiement de rançons exigées par les groupes terroristes pour la libération des otages. Un autre appel : Il concerne le renforcement des efforts contre le trafic illégal d'armes dans la région du Sahel. Une condamnation : les dirigeants du G8 ont condamné la criminalité transnationale organisée et le terrorisme sous toutes ses formes. Enfin un engagement : les pays du G8 s'engagent à renforcer leur coopération pour lutter contre les menaces de terrorisme et les groupes terroristes, dont Al-Qaïda, ses organisations affiliées et ses partisans, ainsi que la criminalité transnationale organisée, y compris les individus et les groupes qui se livrent au trafic et à la production de drogues, ont-ils soutenu. Entre les appels et les engagements, une exigence : le G8 a souligné qu'il était essentiel de renforcer les efforts pour supprimer le trafic illicite d'armes dans la région du Sahel, en particulier les systèmes portatifs de défense aéri-



Une vue du Sommet du G8

enne (Manpad) qui prolifèrent dans la région. Et pour revenir à l'essentiel de la question, les dirigeants de ce groupe des pays les plus industrialisés ont préconisé l'impérativité de la lutte contre le financement du terrorisme, y compris les enlèvements contre rançon, et de l'élimination de tout soutien aux organisations terroristes et aux réseaux criminels. Une incitation pour résoudre les problèmes créés par le terrorisme. Les dirigeants des pays membres de l'Otan ont exhorté les Etats à développer les capacités nécessaires, y compris en matière de gouvernance, de l'éducation et des systèmes de justice pénale, afin de traiter, de réduire et de saper les menaces terroristes et criminelles. Un satisfécit : Le G8 a aussi souligné le rôle central de l'Organisation des Nations unies et a salué le Forum mondial contre le terrorisme (GCTF), qui a été créé en septembre dernier à New York par 30 pays fondateurs dont l'Algérie. Pour clore cette série d'appels, de

recommandations et d'exigences, le G8 a réaffirmé la nécessité de renforcer la mise en œuvre du régime de sanctions prévu par l'ONU contre Al-Qaïda, et des Conventions des Nations unies sur la lutte contre la drogue et la criminalité transnationale organisée. Sur le plan théorique, les discours développés vont dans le sens des souhaits exprimés par tous les Etats du monde qui font face aux menaces terroristes. Sur le plan des engagements, il est tout aussi heureux que tous les Etats du monde s'engagent à lutter contre cette hydre qui ne connaît pas de frontières. Il reste que leur concrétisation sur le terrain obéit à de nombreux paramètres. Peu d'Etats respectent leurs engagements. Exemple : le paiement des rançons. Tous les Etats souscrivent à l'idée qu'il ne faut pas payer de rançons aux terroristes. Peu d'Etats pour des considérations internes, surtout politiques, refusent les exigences exprimées par les terroristes. Des millions d'euros finissent par rem-

plir le trésor des groupes armés, notamment ceux opérant dans la région du Sahel. Le coup d'Etat du 22 mars au Mali a profité à divers groupes armés (islamistes, rebelles Touareg, criminels) qui ont pris le contrôle du nord du pays. L'un d'eux, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) a réclamé le paiement d'une rançon d'un total de 45 millions d'euros et la libération de prisonniers en Algérie et en Mauritanie en échange de la libération de 9 otages, sept Algériens, une Italienne et une Espagnole. Les enlèvements de ressortissants occidentaux sont privilégiés car ils permettent une couverture médiatique exceptionnelle et une meilleure visibilité, et sont une source de revenus considérables (estimés à 70 millions de dollars depuis 2006). Ce faisant, AQMI a pu acquérir des quantités significatives d'armes et engranger des sommes colossales. Les risques d'instabilité ont considérablement augmenté avec la prolifération d'armes consécutive à la chute du régime de Kadhafi. Ces armes pillées dans les arsenaux libyens et le retour de mercenaires expérimentés ont renforcé les capacités d'AQMI, la violence des trafics illicites et le risque d'insurrection dans les pays du Sahel. Bien plus, il existe des indices d'une collaboration entre AQMI et Boko Haram. L'instabilité régionale y est désormais présente. Les théories avancées par les Etats de la région et extra-régionaux, les organisations internationales peuvent être efficaces dans le volet sécuritaire s'il y avait une réelle «volonté» politique des uns et des autres de combattre le terrorisme dans la région du Sahel. A ce volet sécuritaire, il y a tout une région à promouvoir et à développer pour soustraire les populations de ces régions aux offres attractives qui leurs sont faites par les groupes armés pour rejoindre leur rangs. C'est ce défi que les Etats de la région sont appelés à relever avec l'aide justement des pays du G8 pour stabiliser la zone du Sahel. S. B.

BALANCE COMMERCIALE

Tendance haussière maintenue durant les 4 premiers mois de 2012

L'excédent de la balance commerciale de l'Algérie a poursuivi sa hausse durant les quatre premiers mois 2012 pour atteindre 13,02 milliards de dollars (mds usd) contre 8,43 mds usd à la même période en 2011, soit une évolution de 54,35%, a appris dimanche l'APS auprès des Douanes algériennes. Les exportations ont atteint 27,46 mds usd au cours des quatre premiers mois de l'année 2012, contre 24,03 mds usd à la même période l'année précédente, en hausse de 14,28%, selon le Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Quant aux importations, elles se sont établies à 14,43 mds usd contre 15,59 mds usd, enregistrant ainsi une baisse de 7,41%, précisent les chiffres provisoires du Cnis. Cette amélioration du commerce extérieur est due essentiellement aux cours élevés du pétrole, durant cette période avec une moyenne de 115 dollars le baril, contribuant à une hausse de plus 14% de la valeur des exportations algériennes des hydrocarbures, auxquels s'ajoute une baisse de 7,41% des importations. Le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 154% à 190% durant la période de référence. Les hydrocarbures représentent toujours l'essentiel des exportations algériennes avec une part de 97,63% du volume global de ces exportations, soit 26,81 mds usd durant les quatre premiers mois de l'année en cours contre 23,41 mds usd à la même période en 2010, en évolution de 14,51%, selon le centre. Quant aux exportations hors hydrocarbures, avec un volume global de 2,37%, soit l'équivalent de 651 millions, restent faibles par rapport au chiffre global des exportations. Les principaux produits hors hydrocarbures exportés sont constitués du groupe "demi-produits" avec 512 millions usd (+6,22%), les produits bruts avec 58 millions usd (+18,37%), et les biens d'équipements industriels avec 11 millions usd et une hausse de 37,5%. Balance commerciale: la tendance haussière maintenue... ALGER, (APS)- Les exportations alimentaires,

quant à elles, ont connu une baisse de 10,81% pour se chiffrer à 66 millions usd durant les quatre premiers mois 2012 par rapport à la même période en 2011, indiquent les Douanes. Pour les importations, qui ont connu une baisse générale de 7,40%, trois groupes de produits sur les sept qui constituent la structure ont enregistré des baisses: il s'agit des biens d'équipements industriels qui se sont établis à 4,35 mds usd (-25,83%), les biens d'équipements agricoles (98 millions usd, -42,01%), les biens alimentaires (près de 2,76 millions usd, -10,51%) et les demi-produits (3,38 mds usd, -3,72%), indique la même

source. Les importations algériennes de blé ont connu une diminution de plus de 26,6%, passant de 872,56 millions usd à 640,26 millions usd, note le Cnis. Durant le mois d'avril 2012, l'excédent commercial de l'Algérie s'est amélioré de 38% pour totaliser 3,1 mds usd contre 2,25 mds usd le même mois en 2011, précisent les Douanes. Les exportations de l'Algérie ont atteint 6,73 mds usd (+4,99%), quant aux importations, elles ont baissé de 12,88% se chiffrant à 3,62 mds usd en avril dernier et par rapport au même mois en 2011, selon le Cnis. La répartition par groupe de produits fait ressortir des diminutions pour les

biens alimentaires (652 millions usd, -24,27%), les biens d'équipements (1,09 md usd, -26,95%) et les biens destinés à l'outil de production (1,11 md usd, -11,86%). Les exportations des hydrocarbures ont représenté 98,22% du volume global des exportations passant de 6,28 mds usd en avril 2011 à 6,61 mds usd en avril 2012, soit une augmentation de 5,2%. Les exportations hors hydrocarbures, demeurent faibles, avec seulement 1,78 % du volume global des exportations soit l'équivalent de 120 millions usd, en baisse de 5,51% par rapport à la même période de référence R.N.

BALANCE COMMERCIALE

11 millions usd et une hausse de 37,5%

Les exportations alimentaires, quant à elles, ont connu une baisse de 10,81% pour se chiffrer à 66 millions usd durant les quatre premiers mois 2012 par rapport à la même période en 2011, indiquent les Douanes. Pour les importations, qui ont connu une baisse générale de 7,40%, groupes de produits sur les sept qui constituent la structure ont enregistré des baisses: il s'agit des biens d'équipements industriels qui se sont établis à 4,35 mds usd (-25,83%), les biens d'équipements agricoles (98 millions usd, -42,01%), les biens alimentaires (près de 2,76 millions usd, -10,51%) et les demi-produits (3,38 mds usd, -3,72%),

indique la même source. Les importations algériennes de blé ont connu une diminution de plus de 26,6%, passant de 872,56 millions usd à 640,26 millions usd, note le Cnis. Durant le mois d'avril 2012, l'excédent commercial de l'Algérie s'est amélioré de 38% pour totaliser 3,1 mds usd contre 2,25 mds usd le même mois en 2011, précisent les Douanes. Les exportations de l'Algérie ont atteint 6,73 mds usd (+4,99%), quant aux importations, elles ont baissé de 12,88% se chiffrant à 3,62 mds usd en avril dernier et par rapport au même mois en 2011, selon le Cnis. La répartition par groupe de produits fait ressortir des diminutions pour

les biens alimentaires (652 millions usd, -24,27%), les biens d'équipements (1,09 md usd, -26,95%) et les biens destinés à l'outil de production (1,11 md usd, -11,86%). Les exportations des hydrocarbures ont représenté 98,22% du volume global des exportations passant de 6,28 mds usd en avril 2011 à 6,61 mds usd en avril 2012, soit une augmentation de 5,2%. Les exportations hors hydrocarbures, demeurent faibles, avec seulement 1,78 % du volume global des exportations soit l'équivalent de 120 millions usd, en baisse de 5,51% par rapport à la même période de référence R.N.

BIR EL ATER (TÉBESSA)

Des terroristes en "nombre important" arrêtés

Des terroristes en "nombre important" armés de fusils d'assaut de type kalachnikov ont été arrêtés par les services de sécurité, samedi en milieu de journée dans la localité de Bir El Ater (90 km au sud de Tébessa), a indiqué une source sécuritaire sans préciser le nombre de personnes

appréhendées. Ces terroristes ont avoué services de sécurité qu'ils voulaient se rendre en Libye, via Bir El Ater et El Oued, fuyant la ville de Khenchela où leur cache était encerclée depuis plusieurs jours par les forces de sécurité combinées, en opération de ratissage dans la région,

selon la même source. Ces individus "font sans doute partie du groupe de terroristes qui s'était accroché avec les forces de sécurité lors de ce même ratissage, opéré il y a une dizaine de jours au sud de la wilaya de Khenchela", a-t-on ajouté de même source.

CAUSES DES ACCIDENTS DE LA ROUTE

Le facteur humain surclasse les défaillances techniques

Les routes algériennes sont devenues de véritables par la les hécatombes. Les accidents de la route sont en constante augmentation. Les bilans établis quotidiennement par la Gendarmerie nationale ou par les éléments de la Protection civile donnent froid dans le dos. L'Algérie se distingue parmi les pays confrontés au terrorisme routier : 4^{ème} au rang mondial une bien sinistre performance pour un pays qui ne cesse de sensibiliser tous azimuts et de donner un tour de vis supplémentaire aux mesures coercitives. On met souvent en cause le déplorable état des routes ou encore la défaillance technique du véhicule.

PAR RAYAN NASSIM

A ce propos Abdallah Leghraieb DG de l'Entreprise du Contrôle technique automobile qui était l'invité de la Chaîne III a déploré la situation concernant les accidents et surtout peiné par leur nature comme les chocs frontaux. Pour lui, c'est beaucoup plus le facteur humain qui est à l'origine de crimes routiers, avec des comportements anormaux et des conducteurs plutôt que l'état du véhicule ou du tissu routier. Quant au contrôle technique celui-ci en place poursuit sa démarche mise en place. » Des décisions sur les plans



Le facteur humain le plus souvent en cause

organisationnelle, pédagogique et coercitive ont été prises. Pour ce qui est de l'organisation, le contrôle technique s'attelle à l'élargissement du réseau du contrôle technique pour prendre en charge les véhicules dans les limites du temps et les distances pour optimisation. Le CTA qui a dix ans d'existence s'est fixé pour 2012 un objectif, celui de l'informatisation complète qui diminuera l'intervention du contrôleur. Au plan pédagogique, le CTA va procéder au recyclage des contrôleurs au terme duquel ils signeront une charte de déontologie afin d'être le juge impartial, 1838 contrôleurs sont concernés. Les contrôles de complaisance sont aussi un aspect du volet

pédagogique auquel l'entreprise ne ménage aucun effort. Au premier trimestre de l'année en cours 15 contrôleurs ont été sanctionnés, 05 ont été radiés définitivement. En 2011 58 avaient été sanctionnés, un a été radié. Il y a une plus grande sévérité fera remarquer Abdallah Leghraieb par rapport à 2011 dans la prise de sanctions en 2012 et la « même réglementation est applicable aux agences de contrôle agréées. « Il est hors de question qu'elles se fassent de l'argent sur le dos des citoyens. En 2011 13 agences ont été sanctionnées 11 ont subi une fermeture provisoire pouvant aller de 1 à 6 mois. La densité du réseau fera remarquer le premier responsable de l'ENECTA est de 292 agences à travers le territoire national « le Sud est couvert par des agences fixes et mobiles pour les villes qui sont éloignées les unes des autres. » 100 agences sont en cours de préparation pour renforcer le réseau actuel. A la question posée sur le recul de la décision du retrait des véhicules vétustes, « cette procédure relève du secteur des mines » mais comme il le précisera : « c'est l'état du véhicule qui est le déterminant », il étaye ses propos avec l'exemple de 1973 véhicules retirés de la circulation et 11730 qui sont suritaires de 15 à 30 jours parce que soumis à une contre visite. Il rappellera qu'en 2011 6565 véhicules ont été immobilisés 35282 ont été soumis à contre visite et 208.746 ont été immobilisés depuis la création de l'ENECTA en 2003. Le CTA a effectué près de 15, 5 millions de visites

sur l'ensemble du parc. Le taux d'immobilisation oscille entre 60 et 70%. En mars 2012, 58,93% de véhicules particuliers soumis au contrôle et immobilisés, 6,42% pour les transports en communs Les transports en commun sont souvent responsables d'accidents spectaculaires, « ceux-ci » comme tient à préciser Leghraieb, « ce ne n'est pas parce que l'hygiène fait défaut et qu'ils peuvent paraître repoussants que techniquement ils sont défaillants, mais les accidents sont surtout liés à la surcharge qui n'est pas respectée. La surcharge est mortelle car elle entraîne un déséquilibre du véhicule et ouvre la voie aux accidents ». Il appartient aux services concernés de faire respecter la charge autorisée qui n'est nullement du ressort de l'ENECTA » En 2003, début de l'existence de l'entreprise, la priorité était donnée aux organes essentiels du véhicule, aujourd'hui « tous les organes du véhicules sont soumis au contrôle » tient-il à souligner. Il abordera ensuite la question du chronotachygraphe qui permet de contrôler les routiers, très répandu dans les pays développés. « Le dossier » dira-t-il « est à l'étude au ministère des Transports. Une série de mission lui est dévolue comme respecter le temps de repos, contrôler la vitesse. « Ce dossier est en cours de prise en charge et ses textes d'application sont proches ».

R.N

ACCIDENT DE LA CIRCULATION

Trois morts et deux blessés à Tlemcen

Trois femmes ont trouvé la mort et deux autres personnes ont été blessées dans un accident de la circulation, survenu dimanche sur la route nationale 98 reliant Tlemcen à Ghazaouet, a-t-on appris de la direction de la protection civile. L'accident s'est produit au lieu-dit "Sidi Moussa" lorsque le taxi transportant les 5 personnes a dérapé. Les trois femmes sont mortes sur place et les deux autres personnes blessées (le chauffeur du taxi et une petite fille) ont été transférés en urgence à l'hôpital de Nedroma. Les services de la gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de cet accident. Boumerdès Des villageois ferment la RN 25 à Benchoud Des dizaines

d'habitants de l'ancienne ville de Benchoud à une quarantaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de la wilaya de Boumerdès, ont fermé, durant la matinée d'hier, la RN 25 à la circulation pour réclamer la prise en charge de leurs problèmes et l'amélioration de leur cadre de vie. Les villageois ont fermé cet important axe routier qui relie entre la localité de Baghlija à celle, balnéaire de Dellys, à l'aide de troncs d'arbres et brûlé des pneus. Les protestataires dénoncent le manque d'eau potable dans leur robinets et réclament la cessation des coupures récurrentes de l'eau. Ils réclament, également, le revêtement des routes de leur localité. Le réseau routier dans cette région est, le moins ce que l'on puisse dire,

déplorable et les habitants y trouvent d'énormes difficultés d'y circuler. Par la même occasion, les manifestants ont exigé des autorités locales de réparer le réseau d'assainissement dont l'état s'est dégradé suite aux travaux entamés sur les routes de la localité qui, du surcroît, ont été défoncées. Les protestataires dénoncent, par ailleurs, l'indifférence affichée par les responsables locaux qui, selon eux, ont tourné le dos aux revendications des citoyens. Cette action de protestation a provoqué d'énormes perturbations sur le tronçon routier objet de fermeture surtout lorsqu'on sait que cette route est le point de jonction entre la wilaya de Boumerdès et Tizi Ouzou.

R.N

EFFONDREMENT D'UN IMMEUBLE À SKIKDA

Un mort et cinq blessés

L'effondrement d'un immeuble a causé la mort d'une jeune femme de 20 ans et fait 5 autres personnes blessées, samedi soir, dans la vieille ville de Skikda, a-t-on constaté. L'immeuble en question, situé rue Mekki Ourtilani, construit durant la période coloniale, s'est effondré vers 20 heures pour des raisons encore inconnues, selon les services de la protection civile qui ont signalé que les recherches se poursuivaient encore dans la soirée pour tenter de découvrir d'éventuelles autres victimes, notamment une femme qui serait encore sous les décombres. Le wali de Skikda, M. Mohamed Bouderbali, s'est déplacé sur le lieu de l'accident pour superviser les opérations de secours, a encore indiqué la même source, notant qu'une enquête a été déclenchée par les services concernés pour déterminer les raisons de cet effondrement.

Cet accident dramatique, précisons-le, remet en cause, une fois de plus, les autorités locales quant à la question de la réhabilitation, de l'entretien et de la restauration du vieux bâti qui date notamment de l'époque coloniale. Les immeubles des

anciens quartiers de la ville de Skikda menacent ruine, aujourd'hui. Leur styles architecturaux haussmanniens et andalous est mal entretenu. Pas moins de 2000 constructions anciennes sont recensées dans la ville de Skikda. Les autorités de la wilaya ont annoncé, dernièrement, qu'une enveloppe de 1,5 milliard de dinars a été dégagée et réservée par le ministère de l'Habitat et de l'urbanisme à la restauration du vieux bâti de cette ville. Ces moyens, qui selon le Wali de la Skikda M. Mohamed Bouderbali, constituent une première

dotations visant à permettre de « remédier à la situation qui prévaut au niveau du vieux bâti et surtout d'anticiper sur les risques que pourraient encourir les citoyens ». M. Mohamed Bouderbali s'exprimait en marge des travaux de la première session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Une commission technique de wilaya a été installée à l'effet de suivre cette opération, selon le wali qui a précisé qu'un cahier des charges a déjà été élaboré en vue du lancement des consultations d'usage "dans les tout prochains jours".

M. B.

POUR CONSTITUTION DE GROUPE DE MALFAITEURS

Arrestation de 34 individus

Les services de la sûreté nationale de la wilaya d'Alger ont arrêté 34 individus dans le quartier les Eucalyptus (Baraki) pour constitution de groupe de malfaiteurs spécialisé dans le trafic de drogue, a indiqué dimanche un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). L'opération d'interpellation des membres de ce groupe, âgés de 20 à 56 ans, a permis la saisie de 296,8 grammes de drogues, 80 cachets de psychotropes, des injections anesthésiantes, des épées et des couteaux, précise le communiqué. Les mêmes services ont également saisi des cocktails Molotov, des feux de signalisation pour bateaux et 7 chiens de différentes races. Les suspects ont été présentés le 17 mai dernier devant la justice qui a placé 18 d'entre eux sous mandat de dépôt, a conclu le communiqué

FONDACTIONS DE LA MOSQUÉE D'ALGER
Les travaux lancés

Les travaux de pose des fondations de la mosquée d'Alger dont la réception est prévue au deuxième semestre 2015 ont été lancés dimanche à Alger. Le délai de réalisation de ce projet sis dans la commune de Mohammédia (est d'Alger) est fixé à 42 mois avec un coût évalué 01 milliard d'euros. Sa réception est prévue en septembre 2015. Ce projet devrait créer 17.000 emplois dont 10.000 postes pour les Algériens. Le ministre des affaires religieuses et du wakf, M. Bouabdallah Ghlamallah a assisté à la cérémonie de lancement des travaux aux côtés de l'ambassadeur de Chine à Alger Liu Yuhe, du directeur général de l'agence nationale de réalisation de la grande mosquée d'Alger, M. Aloui Mohamed Lakhdar, et du sous directeur de la société chinoise de réalisation. Le ministre des affaires religieuses a reçu, à cette occasion, des explications sur le projet aux plans de l'architecture, des structures et de l'esthétique. "La construction de cet édifice représente un nouveau jalon dans les relations algéro-chinoises", a indiqué le ministre, insistant sur le respect des délais de réalisation. L'ambassadeur chinois à Alger a, de son côté, insisté sur les efforts des deux pays pour réaliser ce grand édifice avec la précision et le professionnalisme qui s'imposent en respectant les délais impartis".

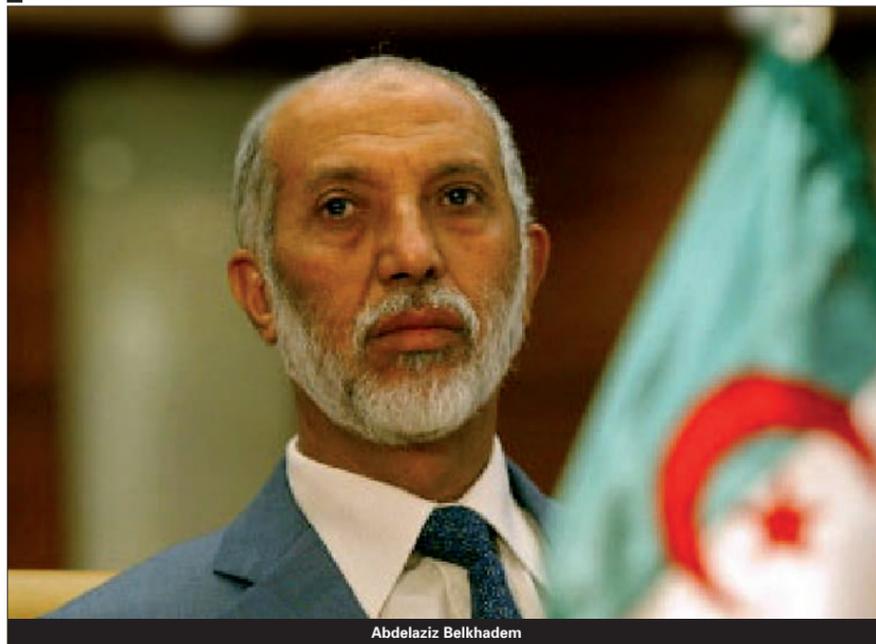
RETOMBÉES DES LÉGISLATIVES

L'après-10 mai se dessine

L'après-10 mai commence à se dessiner. Les islamistes du Mouvement de la société pour la paix (MSP) semblent d'ores et déjà avoir tiré les leçons de ce scrutin dont ils s'estiment les grands perdants. Le parti de Bouguerra Soltani a fait savoir, tard dans la nuit de samedi, à l'issue de son Conseil consultatif, qu'il ne sera pas partie prenante du futur gouvernement même dans le cas où on le solliciterait.

PAR LARBI GRAÏNE

Mais en revanche le parti islamiste se dit partant pour siéger à l'Assemblée populaire nationale (APN) où il a pu décrocher 47 sièges qu'il partage du reste avec ses deux partenaires de l'Alliance de l'Algérie verte, El Islah et Ennahda. Quant au front anti-fraude composé de 20 partis, en somme une addition de sigles dont la plupart réfère à des formations artificielles, il semble défendre bel et bien une cause perdue d'avance. Fawzi Rebaïne, dont le parti Ahd 54 a essuyé un échec patent aux dernières législatives et qui est pourtant tout autant concerné par la dénonciation de la fraude que ce «G20», a prêté que ce groupe finira par «rentrer dans les rangs». Comme par un accord tacite, les



Abdelaziz Belkhadem

grands courants politiques s'apprentent à investir l'APN. Les démocrates avec le FFS et le PT, en dépit des critiques qu'ils ont formulées à l'encontre des autorités accusées de fraude, vont certainement rejoindre l'hémicycle Zighoud Youcef. Le parti d'Aït Ahmed a montré une grande friolité envers les protestataires qu'il a invités à tirer les enseignements des résultats du scrutin afin de bien préparer les prochains rendez-vous électoraux. Dans une déclaration, le FFS se dit souhaiter voir les partis «à l'occasion des échéances électo-

rales à venir, déployer plus d'efforts pour imposer le contrôle du processus électoral à toutes les étapes, en particulier au moment de l'établissement des procès-verbaux des résultats». Le Parti de Louisa Hanoune, est pratiquement dans les mêmes dispositions d'esprit que le FFS. Dans une assemblée presque contrôlée par le FLN, le FFS et le PT doivent nourrir de grands espoirs pour contribuer à l'amendement de la Constitution, du moins à hisser le débat à la hauteur des défis que doit relever le pays. Le FLN certes devient presque hégémo-

nique, mais il n'est pas sûr que le SG actuel, Abdelaziz Belkhadem, conserve son poste. Sa carrière politique est déjà trop compromise par la contestation qui cible sa personne depuis déjà des mois ; pour qu'il puisse espérer à un destin national. On peut donc imaginer que ce FLN revigoré par les résultats des législatives du 10 mai, est appelé à être conduit par une personnalité du cru plus consensuelle. En outre le fort taux d'abstention qui a marqué les joutes du 10 mai, devrait inciter les plus hautes autorités du pays à donner plus de gages d'ouverture envers la société, pour ce faire, un changement de gouvernement peut s'avérer une aubaine à capitaliser. L'intégration des démocrates sur la base d'un programme de sortie de crise en l'absence des islamistes demeure une éventualité à ne pas perdre de vue. Mais les locales approchent à grands pas, et déjà la présidentielle se profile à l'horizon, on attendra encore quelques mois et l'Algérie se retrouvera contrainte de négocier ce grand virage.

L.G.

LE GROUPE DES 20 SE RÉUNIT AUJOURD'HUI

Les protestataires boudront-ils l'APN ?

PAR MOKRANE CHEBBINE

Vingt partis déçus par les résultats des élections législatives issus du scrutin du 10 mai dernier tenteront aujourd'hui de dégager une action commune quant à leur avenir dans la nouvelle Assemblée populaire nationale (APN). Les leaders de ces formations politiques se rencontreront en effet aujourd'hui, au siège du Front de la justice et du développement (FJD El Adala) de Abdallah Djaballah, à Alger, dans la perspective de statuer définitivement sur l'attitude à adopter concernant le nouveau Parlement. Cette initiative, sous la houlette des partis islamistes du Front du changement (FC) de Abdelmadjid Menasra, du Front de l'Algérie nouvelle (FAN) de Djamel Benabdeslam en plus du parti de Djaballah, est également cautionnée par le Front national algérien (FNA) de Moussa Touati, le Mouvement El-Infatih (ME), le Parti Jil Jadid (PJJ) de Sofiane Djillali, le Parti El-Fedjr El-Jadid (PFJ) de Tahar

Benbaibèche et le Parti de la liberté et de la justice (PLJ) de Mohamed Saïd pour ne citer que ceux-là. Cependant, l'option de boycott de la présente législature, brandie par ces partis contestataires, ne risque pas de perturber le déroulement des travaux de la nouvelle Assemblée, en ce sens que tous ces partis réunis ne représentent qu'une infime partie des sièges obtenus par le Front de libération nationale (FLN) auxquels s'ajoutent ceux du Rassemblement national démocratique (RND), le Parti des travailleurs (PT), le Front des forces socialistes (FFS) qui n'adhèrent pas à l'initiative du groupe des 20. Donc, quelle que soit l'option dégagée par ces contestataires, leur action ne sera qu'une tempête dans un verre d'eau. La démarcation du Mouvement de la société pour la paix (MSP) et ses compères de l'Alliance de l'Algérie verte (AAV) de cette initiative, en décidant finalement de siéger au nouveau Parlement désavantagé encore plus le groupe des contestataires. En attendant que le Conseil constitutionnel

statue définitivement sur les 165 recours formulés par plusieurs formations politiques, l'installation officielle de la nouvelle Assemblée a été reportée d'une semaine. Une façon de refroidir un peu la scène politique née de la proclamation des résultats des élections législatives, trancher tous les recours et amorcer une nouvelle législature dans de meilleures conditions. Un nouveau Parlement largement dominé par le courant nationaliste incarné par le FLN et son partenaire historique, le RND, ne laissant aucune place à la contestation pour les partis déçus de leur prestation électorale. Toutefois, si les partis formant le groupe des 20 venaient à entériner l'option de boudier la nouvelle Assemblée, ce sera un fait inédit dans les annales politiques du pays. En dépit de leur nombre de sièges insignifiant, cette protestation risque de perturber l'ouverture officielle de l'APN prévue dimanche prochain.

M. C

SUR DÉCISION DE SON MAJLESS ECHOURA

Le MSP confirme sa participation au Parlement

Majless Echoura (conseil consultatif) du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a décidé tard dans la nuit de samedi de participer à l'Assemblée populaire nationale (APN) mais pas au gouvernement si une demande venait à lui être adressée.

Le président du Majless Echoura du MSP, Abderrahmane Saidi, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que la réunion extraordinaire du conseil consacrée au bilan des législatives du 10 mai, avait décidé de "la non participation du parti au prochain gou-

vernement si une proposition venait à être formulée dans ce sens" et ce sur la base des résultats obtenus lors des élections législatives et des "circonstances" qui ont entouré l'opération électorale. En revanche, le MSP participera à l'Assemblée populaire nationale issue du dernier scrutin, a-t-il encore précisé. Au sujet de l'Alliance de l'Algérie verte qui compte, outre le MSP, les mouvements Al Islah et Nahda, M. Saidi a souligné que Majless Echoura a décidé de "rester au sein de l'Alliance" en proposant "la révision de certains méca-

nismes de fonctionnement en prévision de la prochaine étape".

Il a rappelé à ce propos, que le conseil consultatif présentera lors de sa prochaine session de juin, "une approche" qui engloberait "amélioration et rectification" des mécanismes de fonctionnement. Lors des législatives du 10 mai, L'Alliance de l'Algérie verte avait obtenu 47 sièges des 462 de l'Assemblée populaire nationale. Des résultats confirmés par le Conseil constitutionnel.

R.N

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

Belkhadem: "Je ne serai pas nécessairement Premier ministre"

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelaziz Belkhadem, a affirmé dimanche qu'il ne sera pas nécessairement nommé Premier ministre du gouvernement issu des législatives du 10 mai 2012 en dépit de la majorité obtenue par son parti. M. Belkhadem a indiqué dans un entretien au quotidien *Al Khabar*, qu'il ne sera pas nécessairement le Premier ministre, rappelant que la nomination de ce dernier poste était du ressort du président de la République. Le parti FLN a obtenu 221 sièges des 462 de l'Assemblée populaire nationale (APN) dont l'installation est prévue dans les tous prochains jours. La Constitution ne prévoit pas la nomination du Premier ministre du parti ayant obtenu la majorité au Parlement. D'autre part, M. Belkhadem a démenti l'information selon laquelle le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, aurait "donné des instructions" pour la présidentielle 2014 afin d'appuyer le candidat FLN, s'abstenant cependant de commenter son éventuelle candidature à la présidentielle. L'échéance "est encore loin", a-t-il argué à ce propos. C'est au président de la République que "le mérite revient dans l'ancrage de la pratique démocratique", a-t-il dit avant de préciser qu'il a toujours été "soucieux du parachèvement du processus démocratique loin de tout ce qui est susceptible d'entamer la stabilité de l'Algérie". Le jour du scrutin (10 mai), les Algériens "ont rejeté le printemps arabe" et "ont choisi la stabilité", a indiqué le SG du FLN. Le secrétaire général du FLN a annoncé que "13 nouveaux députés de la liste des indépendants ont déposé des demandes d'adhésion" au parti, ajoutant leur avoir demandé de "patienter" jusqu'à l'annonce officielle des résultats du Conseil constitutionnel qui devra se prononcer sur les recours introduits.

LE MANQUE DE STRUCTURES D'HÉBERGEMENT A FREINÉ L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE

Promouvoir la destination Algérie

Le manque important de structures d'hébergement en Algérie constitue un des facteurs ayant favorisé le recul de l'activité touristique en Algérie, ont affirmé les participants au Salon international du tourisme et des voyages (SITEV 2012) clôturé samedi dernier.

PAR AMAR AOUIMEUR

Les participants, qui représentent des offices et des agences de tourisme et de voyages et d'autres opérateurs, ont souligné que "le manque de structures d'hébergement et l'augmentation des tarifs n'ont pas favorisé l'activité touristique en Algérie".

Ils ont, dans ce cadre, évoqué "la situation sécuritaire qui prévalait dans le pays durant la décennie noire" et qui a, selon eux, entraîné "le recul du flux touristique en Algérie qui concurrençait plusieurs pays voisins dans les années 1970". Pour sa part, Dahbia Hamani, responsable à l'Office national du tourisme (ONT), a relevé "les efforts consentis actuellement afin de relancer le secteur du tourisme à travers notamment la promotion de la destination Algérie". "La destination Algérie figure parmi les préoccupations du secteur. Nous œuvrons, à travers notre participation aux différents salons internationaux du tourisme, à mettre en avant les richesses touristiques que recèle notre pays pour y attirer des touristes", a affirmé Mme Hamani. "Plusieurs touristes étrangers, en provenance notamment de France, d'Espagne et d'Italie, visitent l'Algérie pour



découvrir sa diversité touristique", a-t-elle précisé, ajoutant que la majorité de ces touristes a un penchant pour le tourisme saharien et culturel, selon l'APS. Mme Hamani a, par ailleurs, mis en relief l'importance de ce salon qui a réuni plusieurs agences de voyages et de tourisme locales et étrangères afin de procéder à un échange de vues et d'expériences et soutenir le partenariat et la coopération dans le domaine du tourisme. De son côté, Nouria Si Hassène, responsable à l'agence "Moonlight Tours", a mis en avant le rôle qui incombe aux agences en matière de promotion du tourisme en

Algérie qui recèle d'importantes potentialités. La destination Algérie "suscite de plus en plus la curiosité des touristes", a-t-elle précisé rappelant le rôle joué par son agence pour faire la promotion de cette destination et faire connaître ses atouts à travers l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) et différents supports de publicité.

"Le manque de structures d'hébergement et les prix élevés des prestations offertes par les hôtels de luxe" sont à l'origine du nombre limité de touristes, a toutefois précisé Mme Si Hassène appelant à la réalisation de

structures adaptées aux exigences et aux portefeuilles des touristes.

Un autre responsable d'une agence de voyages algéro-émiratienne "Al Jazeera-Dubai" a affirmé que l'Algérie "recèle d'importants atouts touristiques et des richesses naturelles et culturelles à même de la qualifier pour occuper un rang de choix parmi les pays qui drainent les plus grands nombres de touristes". Cependant, le manque de structures d'hébergement et de prestations touristiques "ont été à l'origine du recul des activités touristiques en Algérie comparé aux années 70", a-t-il ajouté soulignant l'impératif d'"encourager les investissements en vue de réaliser de nouvelles structures à la hauteur des exigences et des portefeuilles de tous les touristes". Il a également

préconisé "d'améliorer les prestations touristiques à travers la promotion des outils de marketing pour accéder au marché mondial du tourisme".

R. E.

LES EXPERTS RECOMMANDENT LA BONNE GOUVERNANCE DES ENTREPRISES

Choisir les marchés et les externalités

PAR AMAR AOUIMER

« Le modèle de la gouvernance en Algérie a quelques archaïsmes, mais l'essentiel consiste à créer des valeurs en développant une société libérale. Le rôle sans cesse croissant des entreprises privées est également à mettre en relief. Cela exige une gouvernance moderne et une mise en œuvre d'un processus de rénovation et de changement en transformant les entreprises en structures dynamiques en dépit de la coexistence du commerce informel », a notamment déclaré, hier à l'hôtel Hilton, le président du forum des chefs d'entreprise, Reda Hamiani, au cours du 11e Symposium international de MDI Business School, intitulé "Rénover la gouvernance des entreprises et des administrations économiques/ Quels challenges pour

l'Algérie ?". Il ajoute que « la vision de politique économique en Algérie est portée par des systèmes de qualifications bureaucratiques et les entreprises privées sont contrôlées et limitées alors que les entreprises publiques font la répartition de la rente et non soumises aux sanctions du marché ».

Il estime que « beaucoup reste à faire pour mettre en adéquation les avancées de la bonne gouvernance avec les aspirations des chefs d'entreprises. Il est urgent d'y remédier ».

Pour sa part, le président du Conseil économique et social, Mohamed Seghir Babès, a souligné que « les entreprises sont, incontestablement, un lieu de création de richesses et d'emplois et de production de biens et de services. Par conséquent, il est impérieux de s'installer dans des systèmes de gouvernance standardisés suivant les normes

internationales ». L'expert français, Michel Ghertman, a précisé que « les transactions et les échanges entre les entreprises doivent être relayés par des institutions qui encadrent ces échanges. Aussi, en fonction du développement des échanges, il y a lieu de réaliser des investissements ».

Il ajoute que concernant le mode de gouvernance c'est aux entreprises de le choisir en fonction des marchés et des externalisations. Quant à Brahim Benabdeslem, directeur de MDI, il n'a pas manqué de mettre en exergue l'objectif essentiel de ce symposium qui « offre aux différents participants un espace de réflexion croisée sur la question stratégique de la gouvernance en tant que facteur de développement durable en Algérie qui présente à la fois des faiblesses structurelles et de forts potentiels ».

A. A.

LA FILIÈRE LAIT EN QUÊTE DE DÉVELOPPEMENT

Matériels de collecte et producteurs présents en force au SIPSA-Agrofood

Sur l'esplanade de la Société des foires et exportations (Safex) où se déroule la 12e édition du salon international de l'élevage, de l'agroalimentaire et de l'agroéquipement, les visiteurs et les professionnels des industries de transformation ont découvert l'exposition de matériels et équipements destinés à l'élevage.

En effet, des entreprises exhibent leurs instruments et machines de collecte de lait cru auprès des éleveurs alors que d'autres exposent carrément leurs troupeaux.

Ainsi, un éleveur de chèvres, une race importée, Mohamed S. qui est entouré par de

nombreux curieux avides de connaître l'actualité de l'élevage, et de potentiels clients intéressés par le lait de chèvre, estime que "ce lait de chèvre qui peut être utilisé par des producteurs de fromages, notamment, est proche du lait maternel".

Des quantités industrielles de lait sont détournées par des producteurs des dérivés du lait, tels que le fromage et le yaourt, d'où parfois l'apparition de pénuries de lait sur le marché. En conséquence, cette situation a fait réagir des experts qui soulignent que "le problème du développement de la production de lait se règle par l'amélioration de la pro-

ductivité, et non pas seulement par l'extension continue du nombre de bovins laitiers modernes".

Concernant les moyens matériels et financiers, ces mêmes experts ajoutent que "produire du lait à hauteur de la demande du marché national ne relève pas du tout de l'impossible. Cela nécessite, cependant, des moyens importants, notamment financiers. Car, les autres ressources existent, notamment dans le domaine du savoir-faire, où nous avons suffisamment de cadres agronomes, vétérinaires, techniciens..."

A. A.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

À BOUMERDÈS

141 individus arrêtés durant le mois d'avril

Les services de la police judiciaire de la wilaya de Boumerdès ont arrêté durant le mois d'avril dernier 141 individus dont cinq mineurs et quatre femmes impliqués dans 115 affaires liées à différents délits. Selon un communiqué desdits services, 13 des impliqués sont en détention dans les différents établissements pénitentiers de la wilaya et 77 autres bénéficient de citation directe et deux autres individus relâchés.

En effet, les services de la BMPJ ont enregistré et traité sept affaires liées aux infractions en matière de drogue dans lesquelles sont impliqués neuf individus. Les services de sécurité ont pu saisir 142 gr de cannabis et 95 comprimés de psychotropes. Après avoir été présentés devant le procureur de la République, ce dernier a placé six d'entre eux sous mandat de dépôt et six autres en citation directe. Aussi, 46 affaires liées aux agressions, coups et blessures avec préméditation, ont été enregistrées par la BMPJ. 66 personnes dont trois mineurs et deux femmes sont impliqués dans ces affaires. Quatre autres affaires liées au vol par effraction ont été, par ailleurs, traitées par la police judiciaire dans lesquelles cinq individus sont impliqués. Deux d'entre eux sont placés sous mandat de dépôt et un autre a bénéficié de citation directe.

Quatorze autres affaires de vol sur la voie publique ont été traitées par les mêmes services qui ont pu arrêter dix huit personnes où un seul d'entre eux a été mis sous mandat de dépôt et les autres ont bénéficié de citation directe.

T.O.

HASSI BOUNIF (ORAN)

Le CET opérationnel

Le Centre d'enfouissement technique (CET) situé dans la commune de Hassi Bounif (à l'est d'Oran) est entré en service la semaine dernière, a annoncé lundi le directeur de l'environnement de la wilaya. Conçu selon des normes modernes, ce CET traite 1.200 tonnes/jour de déchets au profit de 13 communes du centre et de l'est de la wilaya, sachant que sa capacité réelle de traitement est estimée à 1.500 tonnes/jour, a indiqué M. Mohamed Mekakia. Cette nouvelle infrastructure se distingue du reste des centres d'enfouissement technique et il sera procédé dans les prochains jours à l'adoption de systèmes de tri des déchets en fonction de leur qualité avant enfouissement. Le CET, doté d'un équipement technologique de pointe, intervient en prévision du développement du recyclage de matières dans le cadre de ce qui est appelé "développement de l'économie verte" qui contribue à la protection de l'environnement et la création de richesse et d'emplois, a ajouté le même responsable. Le CET de Hassi Bounif qui s'étend sur une superficie totale d'environ 85 hectares a été récemment réceptionné. Sa réalisation a nécessité plus de deux ans de travaux pour un coût de plus de 300 millions de dinars.

TLEMCEM

Prévisions de la production de céréales

Une augmentation "significative" de la production de céréales est attendue cette année à Tlemcen, a indiqué la Direction de wilaya des services agricoles qui l'estime à près de 1,7 million de quintaux contre un demi million l'année dernière. Cette hausse prévue est due à une bonne pluviométrie qui a atteint 272 millimètres bien répartis à travers la région, selon le chef de service organisation de la production agricole et de soutien technique. Le même responsable a attribué cette amélioration à la mobilisation générale de toutes les parties concernées, notamment les services agricoles, les agriculteurs et les techniciens, ce qui a permis la plantation et la fertilisation de plus de 144.000 hectares au cours de la campagne labours semailles. Les prévisions de la Direction du secteur tablent sur environ 512.000 quintaux de blé dur, 466.000 qx de blé tendre, 712.000 qx d'orge et 48.000 qx d'avoine. 211 moissonneuses batteuses dont 45 nouvelles sont mobilisées pour la campagne moissons-battage avec la possibilité de recours aux wilayas voisines en cas de nécessité, telles qu'Ain Temouchent qui dispose d'un important parc de matériels agricoles. En outre, 25 centres de stockage des cultures à capacité de près de deux millions de quintaux ont été aménagés. Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour éviter les incendies des cultures agricoles, telles que la fourniture de réservoirs d'eau mobiles et le labourage des abords des champs donnant sur les routes.

OUM EL-BOUAGHI

2,6 millions de quintaux de céréales attendus

La récolte de céréales attendue au terme de la prochaine campagne de moissons-battages dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi devrait atteindre près de 2,6 millions de quintaux, a estimé le Directeur des services agricoles (DSA). Cette production sera obtenue sur 184.980 hectares après le sinistre de 30.200 hectares des emblavures en début de saison, a précisé M. Brahim Karidi, ajoutant que la récolte se répartira ainsi : 1,21 million quintaux d'orge, 882.610 quintaux de blé dur et 485.111 quintaux de blé tendre. La récolte d'orge constituera "un record" par rapport aux deux saisons précédentes, a souligné le responsable du secteur, ajoutant que la pluviométrie de cette année a été particulièrement propice à la culture de cette céréale. La surface de 1.509 hectares réservée à l'avoine devrait permettre la récolte de 21.825 quintaux. En 2008, la wilaya d'Oum El-Bouaghi a obtenu une récolte de 4,4 millions de quintaux de céréales qui a constitué un record jamais réalisé dans cette wilaya, selon les services de la DSA.

APS

OUARGLA, PROJET D'ÉLEVAGE DE CREVETTES

Lancement récent des premiers travaux

*Dans la commune de Hassi Benabdellah (W. Ouargla), les premiers travaux du projet d'élevage de la crevette d'eau douce (*Litopenaeus vannamei*) ont été lancés récemment, a indiqué le directeur de la pêche et des ressources halieutiques (DPRH) de la wilaya.*

PAR BOUZIANE MEHDI

Inscrit dans le cadre du programme de développement quinquennal 2010-2014, les travaux de ce projet font partie de la tranche confiée au partenaire sud-coréen et portent sur le cadastre et l'aménagement du terrain d'assiette de cette ferme aquacole, a indiqué le DPRH d'Ouargla, M. Nadir Korichi, en marge d'une cérémonie d'installation du nouveau bureau de la Chambre inter-wilayas de la pêche et d'aquaculture.

D'un montage financier de près de 6 millions dollars, la tranche du projet concernant la partie sud-coréenne consiste, a précisé le même responsable à l'APS, en la réalisation d'une unité de fabrication d'aliment de crevettes d'une production de 1,5 tonnes/jour, d'une unité de pré engraissement renfermant plusieurs bassins d'élevage d'alevins de cette espèce de crustacés.

Le DPRH a ajouté que la même tranche prévoit également la réalisation de



bassins d'engraissement, d'un centre de recherches à équiper en moyens nécessaires pour le développement de cette activité aquacole dans cette région du sud du pays.

M. Korichi a indiqué que la tranche confiée à la partie algérienne porte sur la réalisation de bassins d'engraissement, de structures administratives pour la gestion de cette ferme aquacole. Après celle de la wilaya de Skikda, cette ferme, seconde du genre, qui s'étend sur une superficie de 10 hectares, sera livrée à la fin 2014 avant d'entrer en production à l'horizon 2015 pour une prévision annuelle allant de 10 à 20 tonnes de gammare (crevettes d'eau

douce), selon les estimations des responsables du secteur. L'encadrement de cette ferme, sera assuré par sept ingénieurs diplômés en aquaculture de l'université Kasdi Merbah d'Ouargla qui bénéficient d'une session de formation d'une durée de quatre mois en Corée du Sud, a indiqué M. Korichi. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre de la convention de coopération signée en novembre 2010 entre l'Algérie et la Corée du Sud, est susceptible de contribuer au développement de l'aquaculture dans les régions du Sud du pays, a rappelé le DPRH d'Ouargla.

B. M.

AIN-TEMOUCHENT, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Vingt plagistes pour coordonner les actions

Vingt plagistes prendront en charge, à compter de l'ouverture de la saison estivale 2012, les actions de coordination pour la protection de l'environnement au niveau des plages autorisées à la baignade de la wilaya d'Aïn Témouchent, a annoncé jeudi dernier le directeur par intérim de l'environnement.

Ces jeunes relevant des communes d'implantation des 20 plages ouvertes à la baignade tiendront informés, quotidiennement, les services publics concernés sur la situation de l'environnement à leur niveau, a souligné M. Benmansour Seif El-Islam lors d'une conférence de presse.

Il s'agit, notamment, de la qualité des

eaux de baignade, de l'enlèvement des ordures ménagères, de l'état de propreté des 20 plages de la wilaya, des points noirs à leur niveau et des actions à entreprendre pour la réhabilitation des plages, a ajouté M. Benmansour.

"Cette «nouveau» permettra d'améliorer sensiblement les conditions de séjour de millions d'estivants attendus sur place", a affirmé M. Benmansour.

S'agissant de l'analyse des eaux de baignade, effectuée en collaboration avec l'observatoire national de l'environnement et du développement durable, il a soulevé les problèmes liés à l'éloignement du siège de l'observatoire et le retard dans l'apparition des résultats des analyses.

Consacrée à la présentation du programme portant célébration de la journée mondiale sur la biodiversité qui sera abritée, le 22 mai prochain, par l'école de pêche de Beni Saf, cette conférence de presse a porté également sur la situation des actions entreprises par la cimenterie de Beni Saf en matière de lutte contre la pollution, la classification de l'île de Rachegone et sur les centres d'enfouissement technique de Sidi Safi et Sidi Ben Adda entrés dernièrement en exploitation.

APS

TIZI-OUZOU, PÔLE UNIVERSITAIRE DE TAMDA

Mise en chantier de 17 000 places pédagogiques et 13 000 lits

Retenu pour la réalisation de 17 000 places pédagogiques et 13 000 lits au pôle universitaire de Tamda (Tizi-Ouzou), un groupe de sept entreprises, dont quatre étrangères, a été invité jeudi dernier par le wali à "installer ses chantiers dans les plus brefs délais, en vue du lancement de ces projets vitaux pour l'avenir de l'université".

PAR BOUZIANE MEHDI

Intervenant lors d'une réunion avec les bureaux d'étude et les entreprises en charge de la réalisation de ces projets, M. Bouazghui Abdelkader leur a expressément recommandé d'"accélérer l'installation des chantiers et autres bases de vie, de manière à mettre à profit la période d'été pour entreprendre, notamment, les travaux de terrassement de terrains argileux et éviter, par voie de fait, les perturbations dans la conduite des travaux, synonyme de perte de temps", souligne l'APS.

Placée sous "le sceau de l'urgence", pour faire face à l'évolution des effectifs de la population estudiantine, la réalisation de ces infrastructures intervient, selon le Directeur du logement et des équipements publics (DLEP), "sur dérogation du Gouvernement autorisant le recours au gré à grès, comme palliatif à l'infirmité de la multitude d'appels d'offres lancés auparavant, pour faire l'économie d'un retard



supplémentaire préjudiciable à la situation de l'université, en matière de structures d'accueil".

Additivement à cela, une huitième entreprise s'est vue confier le marché de réalisation d'une cité universitaire de 2.500 lits à Oued Aïssi, en remplacement de celle existante, réalisée en préfabriqué et dont quatre blocs ont été déjà démolis sur avis du CTC (Contrôle technique des constructions) pour "non-conformité aux normes", précise l'APS.

A leur concrétisation, ces projets, d'un montant cumulé de 20 milliards de dinars, viendront, à leur concrétisation, renforcer considérablement l'armature infrastructurelle de l'université Mouloud-Mammeri de

Tizi-Ouzou, fréquentée actuellement par près de 50.000 étudiants répartis sur huit facultés.

Avec les 17.000 places pédagogiques projetées à la réalisation sur un site adjacent au nouveau pôle universitaire de Tamda (à une quinzaine de kilomètres à l'Est de Tizi-Ouzou), les capacités d'accueil de ce dernier seront, en effet, portées à pas moins de 25000 places pédagogiques.

Cette même institution de l'enseignement supérieur enregistrera un nouvel apport de 13.000 lits qui s'ajouteront aux 12.000 existants des capacités d'hébergement.

B. M.

MASCARA, CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS

Tous les moyens mobilisés



La Direction générale de la Protection civile a mis en place tous les moyens nécessaires pour la réussite de la campagne de lutte contre les feux de forêts, a indiqué la semaine dernière à Mascara le colonel Mohamed Khellaf, directeur de l'organisation et de la coordination des secours à la DG de ce corps.

"Tous les moyens ont été mobilisés pour le succès de cette campagne", dont 22 équipes mobiles réparties à travers le territoire national et l'équipement des directions de wilaya de la Protection civile de moyens humains et matériels, a assuré cet

officier qui présidait une rencontre des directeurs de la Protection civile de 23 wilayas.

Le colonel Khellaf a également indiqué que ses services sont prêts à recenser les besoins exprimés lors de cette rencontre ayant pour thème "la campagne de lutte contre les feux de forêts et les feux de récoltes agricoles et la protection des plages (de juin à octobre prochain)".

Le même cadre, il a appelé à plus de coordination pour parer aux feux de forêts et de récoltes agricoles, surtout que l'Algérie s'attend à une récolte exceptionnelle de la production agricole, notamment céréalière.

Les directeurs de la Protection civile présents ont saisi l'occasion de cette rencontre d'évaluation des campagnes précédentes pour faire des propositions à même d'améliorer les conditions d'intervention

pour lutter contre les feux de forêts et des récoltes agricoles dont notamment l'ouverture de pistes et la mise en place de points d'eau et d'unités de soutien à proximité des forêts.

Ces responsables ont proposé d'augmenter les effectifs d'intervention des unités et leur dotation en moyens techniques modernes, tout en mettant l'accent sur l'importance de lutter contre les décharges sauvages et le contrôle strict des décharges organisées.

Ils ont également recommandé d'impliquer les directions des services agricoles pour réaliser des tranchées entre les zones agricoles et forestières.

En marge de cette réunion, M. Khellaf a indiqué qu'environ 110 éléments de la Protection civile de Mascara sur un total de 4.000 suivent une formation au niveau des différentes écoles régionales de la Protection civile.

Selon cet officier il a été proposé la création d'une école régionale à Mascara chargée de la formation des éléments de la Protection civile.

Cette rencontre a vu la présence du chef de l'unité nationale d'entraînement et d'intervention et les directeurs de la Protection civile des wilayas du centre, de l'ouest et du sud ouest du pays. Une rencontre similaire sera organisée mercredi prochain à Sétif.

APS

BOUMERDES

Salon des diplômés de la formation professionnelle

Le premier Salon des diplômés de la formation professionnelle de la wilaya de Boumerdes a été marqué, à sa clôture samedi dernier, par une participation remarquable de femmes exerçant un métier. Les femmes ayant participé à cette manifestation, abritée par l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle, ont exposé des produits de haute facture réalisés dans les domaines de la broderie, de la verrerie et de l'aluminium, grâce aux crédits qui leur ont été octroyés au titre des différents dispositifs de soutien.

Plus de 20 exposants de produits divers, réalisés par des micro-entreprises montées par de jeunes diplômés de la formation professionnelle ont pris part à ce Salon dédié, entre autres, aux métiers marins, à la mécanique automobile, à la plomberie sanitaire, à la céramique et autres métiers manuels. Des stands ont été également destinés à informer les jeunes sur les différentes opportunités de formation, de financement des activités, les avantages octroyés par les divers dispositifs consacrés à l'emploi et à la création des micro-entreprises, en plus de la présentation de conférences sur les modalités et conditions de montage de micro-entreprises. Selon ses organisateurs, ce Salon a suscité, auprès des participants un "engouement certain" pour ce qui a trait à la valorisation des diplômés de la formation professionnelle et à la mise en place de passerelles entre les structures de formation professionnelle et les besoins du marché du travail.

SIDI KHALED (BISKRA)

Amélioration de l'alimentation en électricité

L'alimentation en électricité de la ville de Sidi Khaled (Biskra) vient d'être renforcée avec la mise en service de sept nouveaux transformateurs, selon l'Entreprise de distribution l'électricité et de gaz (EDE) de la wilaya. Selon M. Abderraouf Bekhoucha, chargé de la communication à l'EDE, ces nouvelles installations de renforcement du réseau électrique à usage domestique sont désormais entrées en phase d'exploitation après une période d'expérimentation "concluante". Ces transformateurs ont été installés dans les nouveaux quartiers et dans certaines grandes cités, dont Chamali, Mahboub Bouzidi et Abdelhamid Benbadis. Ces équipements devront éviter les coupures d'électricité et les chutes de tension durant les pics de consommation et éliminer les branchements illicites "risqués", ajoute M. Bakhoucha.

M'SILA

Rénovation du réseau d'assainissement de cinq cités

Des travaux de rénovation du réseau d'assainissement de cinq grandes cités de la ville de M'sila sont actuellement menés pour une enveloppe financière de plus de 600 millions de dinars, selon les services de wilaya.

L'opération qui devra être achevée "avant fin 2012", concerne les cités Djenane Lekbir, La Rocade, 1.200 logements, 608 logements et 166 lots où résident plus de 20.000 âmes et dont les vieilles canalisations sont devenues vétustes et au calibre disproportionné par rapport à la forte densité urbaine.

Le nouveau réseau sera construit de telle manière à contenir une éventuelle progression des besoins de l'ordre de 20%, selon les mêmes services.

La capitale du Hodna a connu ces dernières années une forte croissance urbaine qui n'a pas été accompagnée par l'extension des divers réseaux dont celui de l'assainissement, désormais pris en charge par les programmes communaux de développement de l'exercice 2012.

APS

YÉMEN, OFFENSIVE POUR LA REPRISE DES DEUX VILLES

26 morts dans des combats nocturnes entre Al-Qaïda et l'armée

Dix-huit combattants d'Al-Qaïda et huit soldats ont été tués dans des combats nocturnes dans le sud du Yémen, où l'armée poursuit son offensive pour la reprise de deux villes tenues par le réseau extrémiste, ont indiqué des sources tribale et militaire.

Les dix-huit membres d'Al-Qaïda, morts dans la nuit de vendredi à samedi dans les combats pour le contrôle de la ville de Jaar, "ont été enterrés dans une usine d'armement", a précisé la source tribale.

Pour sa part, une source militaire a reconnu la perte de huit soldats dans ces combats et fait état de 15 blessés en assurant que l'armée a progressé de deux kilomètres en direction de Jaar, aux mains d'Al-Qaïda depuis près d'un an.

L'armée de l'air yéménite a poursuivi samedi ses raids aériens, bombardant les positions tenues par Al-Qaïda à l'ouest de Jaar, située à une dizaine de kilomètres de celle de Zinjibar, capitale de la province d'Abyane, également tenue depuis près d'un an par le réseau. Par ailleurs, une source tribale a affirmé que deux membres d'Al-Qaïda, un Yéménite et un Somalien, avaient été tués samedi dans un raid d'un drone américain contre leur voiture dans la province d'Al-Baïda (Centre). Aucune confirmation de source indépendante n'a pu être obtenue dans l'immédiat. L'armée a lancé le 12 mai une opération d'envergure pour tenter de reprendre les villes de Jaar et Zinjibar.

Les opérations ont fait jusqu'ici 195 morts selon un bilan compilé par l'AFP : 134 combattants d'Al-Qaïda, 31 soldats, 13 supplétifs de l'armée et 17 civils. L'opération a permis de nettoyer les alentours de la ville de Loder, dans la province d'Abyane, de la présence de combattants d'Al-Qaïda et de progresser en direction de Jaar et de Zinjibar, selon des sources militaires.

R. I. / Agence

NUCLÉAIRE IRANIEN Visite à Téhéran d'une délégation de l'AIEA

Une délégation de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) était attendue hier à Téhéran pour des pourparlers sur le nucléaire iranien à la veille de la rencontre de Baghdad avec les 5+1 (cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'Onu plus l'Allemagne).

A cette occasion, le ministre iranien des Affaires étrangères Ali-Akbar Salehi a émis le souhait de voir l'Iran et l'AIEA "définir ensemble de nouvelles modalités de résolution des problèmes relatifs aux activités nucléaires de l'Iran".

M. Salehi a indiqué que l'Iran et l'AIEA allaient discuter d'un "nouveau cadre de travail susceptible de lever les inquiétudes de l'AIEA" et "de régler les problèmes relatifs à certains aspects du programme nucléaire iranien", à l'occasion de la visite du directeur général de l'AIEA Yukiya Amano hier en Iran, a rapporté samedi l'agence de presse ISNA.

Le prochain cycle des pourparlers sur le dossier nucléaire iranien se tiendra le 23 mai à Baghdad entre l'Iran et les 5+1.

APS

L'AFRIQUE DE L'OUEST FAIT PLIER L'EX-JUNTE AU MALI

Maintien du président intérimaire Dioncounda Traoré

L'Afrique de l'Ouest a fait plier, samedi, l'ex-junte au pouvoir au Mali, qui a dû accepter le maintien du président intérimaire Dioncounda Traoré à la tête de la transition dans ce pays en pleine crise depuis le putsch du 22 mars.

Les auteurs du coup d'Etat "adhèrent" aux décisions de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), prévoyant que M. Traoré dirige la transition jusqu'à l'organisation d'élections, ont annoncé l'ex-junte et une délégation de la Cédéao samedi.

Dioncounda Traoré, qui a prêté serment le 12 avril comme chef de l'Etat par intérim, "va rester au pouvoir pour diriger la transition", a indiqué une source militaire dans l'entourage du capitaine Sanogo.

Le ministre Djibrill Bassolé a confirmé cette "convergence de vues" et a indiqué que des mesures "d'accompagnement" restaient à mettre au point.

La délégation de la Cédéao sera renforcée dimanche par des représentants de l'Onu et de l'Union africaine pour "passer un message clair : que la junte doit rester en dehors du processus politique", a déclaré le ministre ivoirien des Affaires étrangères, Daniel Kablan Duncan, à la fin d'un sommet de ministres ouest-africains à Abidjan sur les crises au Mali et en Guinée-Bissau. A la moindre entorse, des sanctions seraient "appliquées automatiquement", a-t-il averti.

Les ex-putschistes qui ont renversé le 22 mars le régime d'Amadou Toumani Touré sont restés jusque-là incontrôlables, bien qu'ils aient officiellement rendu le pouvoir aux civils en vertu d'un accord-cadre conclu avec la Cédéao le 6 avril.

Ils entendaient faire partir M. Traoré dès mardi prochain, soit au terme du délai constitutionnel de 40 jours pourtant déclaré intenable dans l'accord-cadre. La Cédéao avait au départ prévu une transition d'un an, mais aucune précision sur la durée du



processus n'a été donnée samedi à Abidjan et Bamako. Cette détente avait été préparée par l'adoption vendredi par l'Assemblée nationale d'un projet de loi accordant l'amnistie aux auteurs du coup d'Etat.

Accord à Bissau

Le défi le plus grave est cependant la partition du pays : le putsch a favorisé la chute du nord du Mali aux mains de groupes armés, rebelles touareg et surtout islamistes, notamment Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Le médiateur, le président burkinabè Blaise Compaoré, a ouvert des "consultations" avec les mouvements armés.

En Guinée-Bissau, qui a connu un nouveau coup d'Etat le 12 avril, la Cédéao souhaite que le processus de transition en cours "puisse être inclusif et rassemble l'ensemble des parties prenantes, y compris le PAIGC" (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, ex-parti au pouvoir), en vue de "la

paix et la stabilité", a affirmé Daniel Kablan Duncan.

Or, le PAIGC ne reconnaît pas les autorités de transition toute juste installées et n'a pas signé l'accord de sortie de crise conclu vendredi par le Parlement, les auteurs du coup d'Etat et plusieurs partis politiques, dont le Parti de la rénovation sociale (PRS) de Kumba Yala qui, avant le putsch, était le principal leader d'opposition.

L'accord doit, notamment, permettre de mettre en place une nouvelle commission électorale dans ce pays à l'instabilité chronique devenu depuis plusieurs années une plaque tournante du trafic de drogue entre Amérique du Sud et Europe.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a demandé vendredi le retour immédiat à "l'ordre constitutionnel" et adopté à l'unanimité une interdiction de voyager contre cinq responsables du putsch, dont le puissant Antonio Indjai, chef d'état-major de l'armée.

R. I. / Agence

EGYPTE, 350 MANIFESTANTS INTERPELLÉS

HRW accuse l'armée d'exactions contre des civils

L'armée égyptienne a roué de coups et torturé des manifestants arrêtés lors d'un rassemblement organisé le 4 mai aux abords du ministère de la Défense au Caire, accuse samedi Human Rights Watch (HRW) sur la foi de témoignages de victimes et d'avocats.

D'après cette ONG, dont le siège est à New York, des soldats ont appréhendé quelque 350 protestataires, parmi eux dix enfants et 16 femmes, lors d'échauffourées après un sit-in entamé une semaine auparavant pour dénoncer l'invalidation de Hazem Abou Ismaïl, candidat salafiste à l'élection présidentielle des 23 et 24 mai.

Le parquet militaire avait ordonné leur détention préventive en attendant leur comparution devant un tribunal aux armées.

"Le fait que ces manifestants, hommes et

femmes, aient été brutalement roués de coups montre que les officiers de l'armée n'ont aucune conscience des limites de leur action", a déclaré Joe Stork, n°2 de HRW pour le Proche-Orient et le Maghreb.

Toujours selon l'ONG, l'armée n'a pas réussi aussi à empêcher des attaques perpétrées par des groupes non identifiés sur des manifestants le 2 mai dans le quartier d'Abbassia, non loin du ministère de

la Défense.

Ce jour-là, on a relevé onze morts. Deux jours plus tard, les affrontements s'étaient soldés par un mort dans les rangs de l'armée et près de 400 blessés.

Les autorités égyptiennes n'ont, pour le moment, pas commenté les accusations de HRW visant l'armée, qui assume l'intérim du pouvoir depuis la chute, en février 2011, du président Hosni Mubarak.

52 organisations superviseront le scrutin

52 organisations égyptiennes et étrangères superviseront le scrutin présidentielle, prévu les 23 et 24 mai en Egypte, a annoncé samedi la Haute commission de l'élection présidentielle. "Trois organisations étrangères et 49 organisations nationales

superviseront le scrutin", a-t-on précisé de même source. Plus de 50 millions d'électeurs sont inscrits pour l'élection présidentielle. Si aucun candidat n'obtient la majorité au premier tour, un deuxième tour est prévu pour les 16 et 17 juin.

CHINE

Délocaliser des entreprises en Ethiopie pour réduire les coûts

Page 14

NOUVEAU RAPPORT DE LA BAD SUR L'AFRIQUE DU NORD

L'ALGÉRIE CONSOLIDERA SON ÉQUILIBRE MACRO-ÉCONOMIQUE EN 2012

Page 12



LE FMI PRÉVOIT DE BEAUX JOURS POUR LE PÉTROLE

SON PRIX DOUBLERA EN 2022

Dans 10 ans, un doublement du prix du baril de brut est plus que probable. La forte demande et une offre toujours insuffisante feront grimper le prix qui se situe déjà à un prix de 120 dollars et qui est déjà difficilement soutenable à long terme pour l'économie mondiale, souligne le Fonds monétaire international (FMI) dans un nouveau document.

Page 13



NOUVEAU RAPPORT DE LA BAD SUR L'AFRIQUE DU NORD

L'Algérie consolidera son équilibre macroéconomique en 2012

En 2012, l'Algérie devrait enregistrer un taux de croissance estimé à 3,1% et un niveau d'inflation stable de 4,3%, ce qui va lui permettre de consolider son équilibre macroéconomique et de maîtriser ses déficits budgétaires globaux grâce à une rationalisation des dépenses publiques.

PAR TASSAÂDITE LEFKIR

C'est ce qui ressort d'un nouveau rapport de la Banque africaine de développement (BAD) publié il y a quelques jours et dédié aux perspectives économiques de l'Afrique du Nord en 2012. Pour cette année, il est attendu à ce que les économies de l'Afrique du Nord, qui ont évité des révolutions par la mise en œuvre des réformes, à savoir l'Algérie, la Mauritanie et le Maroc, retrouvent des niveaux de croissance comparables à ceux de 2010. La Mauritanie et le Maroc devraient enregistrer des taux de croissance estimés respectivement à 4,7% et 4,5% plus élevés que pour notre pays. L'inflation devrait augmenter sensiblement au Maroc tout en restant modérée (1,6%) et demeurer stable en Mauritanie (6,0%). De telles performances devraient permettre à ces deux pays, comme pour l'Algérie, de consolider leur équilibre macro-économique. Les déficits budgétaires globaux devraient être maîtrisés grâce à une rationalisation des dépenses publiques, à des mesures visant à renforcer le recouvrement des taxes et impôts et à la relance de l'activité dans des secteurs clés tels que l'agriculture et les matières premières. Cela se traduira par une évolution de -4,3% en Algérie contre -1,7% en 2011, de -3,1% en Mauritanie contre -2,1% en 2011, et de -5,6% au Maroc comparé à -6,1% en 2011. Le Maroc tirera parti de la reprise en cours dans les industries manufacturières, ainsi que de l'ouverture d'une nouvelle unité de production dans l'industrie automobile. Dans l'hypothèse de la bonne tenue des cours élevés des matières premières (pétrole, gaz, phosphates) et d'une consolidation de la compétitivité quant au prix, le compte courant du Maroc devrait continuer de s'améliorer, précise le rapport. La capacité des exportations de produits manufacturés du Maroc s'inscrit à la hausse (-5,3% en 2012 contre -6,5% en 2011) et devrait atteindre un niveau équivalent à celui de 2011, en Mauritanie (-6,6% en 2012 contre -5,3% en 2011). L'Algérie, pour sa part, devrait connaître un léger recul de son excédent des transactions courantes (5,2% en 2012 contre 9,3% en 2011).

Parallèlement, la reprise dans les pays d'Afrique du Nord ayant connu une révolution, Egypte Tunisie et Libye, dépendra du succès du processus de transition à court terme. Il faudra



améliorer la situation sécuritaire, ce faisant, rétablir la confiance des investisseurs étrangers. Etant donné ces conditions, la croissance économique devrait atteindre 0,8% en Égypte, 2,5% en Tunisie, et 20,1% en Libye. Les perspectives de croissance modérée en Égypte s'expliquent, selon le rapport, par le climat actuel d'insécurité et le niveau élevé de chômage. En outre, la perte de confiance dans les institutions pourrait entraîner un époussement des dépôts en monnaie locale en faveur de la dollarisation, ce qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur le fonctionnement du secteur bancaire et sur l'activité économique, en particulier au niveau des PME.

En Tunisie, plus optimistes sont les autorités quant à la relance de l'activité économique, essentiellement tirée par l'agriculture et des industries dans les produits non manufacturés (phosphate et raffinage). En outre, les exportations devraient augmenter en valeur, principalement en raison de la hausse des prix sur les marchés internationaux. En Libye, le retour des compagnies pétrolières étrangères et le financement de la reconstruction soutenu en partie par les réserves de la Banque centrale (150 milliards de dollars) devraient doper la croissance, l'établissant à un taux très élevé (20,1%). Dans tous les trois pays, l'inflation devrait se situer au même niveau que les années précédentes, du fait de la baisse des prix des produits

alimentaires (Égypte, Libye) et des politiques monétaires initiées en 2011 (Égypte).

Suite à l'évaluation des exportations de la région, le rapport suggère que par l'ajout de plus valeur aux produits fabriqués en Afrique du Nord, la région a la possibilité, non seulement de monter l'échelle de la valeur ajoutée, mais aussi d'encourager le type de croissance qui permettra plus de création d'emplois de qualité pour sa population jeune en pleine croissance.

Le rapport examine en détails les défis qui ont abouti au Printemps arabe, et comment les transitions politiques en cours détermineront les options, dont l'Afrique du Nord disposera pour répondre à ses défis économiques. Le rapport explore les perspectives de diverses économies d'Afrique du Nord, et formule des recommandations politiques pour faire face aux problèmes connus de longue date, que sont le chômage des jeunes, l'inégalité régionale et la gouvernance. Le rapport se concentre ainsi sur les causes et les conséquences du chômage des jeunes dans la région, l'un des principaux problèmes économiques qui ont grandement contribué aux changements politiques de 2011. Le document met en lumière les domaines sur lesquels les gouvernements d'Afrique du Nord doivent se concentrer pour que la poussée démographique puisse se traduire par plus de croissance.

T. L.

CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE

Une préoccupation majeure plus qu'ailleurs

L'Afrique dépend de ses ressources naturelles, pour aujourd'hui et pour demain. En attendant la création du fond vert pour l'Afrique dont la BAD est en charge, le changement climatique reste une préoccupation majeure en Afrique, vraisemblablement plus que partout ailleurs, relève l'institution financière africaine. Les agriculteurs et éleveurs ont besoin de terres arables et d'eau. Aujourd'hui, l'expansion de l'agriculture, l'exploitation forestière et la nécessité de bois de chauffage amènent à défricher les forêts et entament la biodiversité. Actuellement, moins de quatre pour cent des ressources potentielles d'eau du continent sont exploitées pour l'irrigation. Parmi les 1,4 milliard de personnes à travers le monde qui n'ont pas accès à l'électricité, 40 pour cent vivent en Afrique, la plupart en Afrique sub-saharienne.

Pour résoudre ces questions et d'autres problématiques, il est nécessaire d'adopter des solutions à long terme, y compris des orientations politiques appropriées, le renforcement des capacités institutionnelles et le déploiement des ressources adéquates. L'accès à l'énergie durable, par exemple, facilite le développement et contribue à la réalisation de plusieurs des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) : réduire de moitié l'extrême pauvreté, diminuer la faim, atténuer la mortalité infantile et maternelle, promouvoir l'égalité de genre et réduire la déforestation. Une meilleure gestion de l'eau est essentielle, tout comme la capacité de stockage pour fournir de l'eau à tous ceux qui en ont besoin d'une manière durable. L'Afrique doit insister pour apporter des modifications aux mécanismes de financement afin de mobiliser les investissements publics et privés pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation, tels que le Mécanisme de développement propre. Avec des ressources supplémentaires, l'adaptation au changement climatique et son atténuation peuvent également présenter une opportunité. Les dirigeants africains ont demandé à la Banque africaine de développement (BAD) de créer un Fonds vert pour l'Afrique ou transférer une partie du financement du climat destiné à l'Afrique. La Banque travaille actuellement à la création de ce fonds. Une économie verte exploitant l'énorme potentiel de ressources naturelles largement sous-utilisées de l'Afrique représente un changement de paradigme dans la promotion de l'énergie propre, la création d'emplois et la conservation des ressources naturelles. L'économie verte n'est pas un concept nouveau pour l'Afrique. Des exemples de politiques et d'initiatives réussies à travers l'Afrique dans les domaines de l'énergie, l'agriculture et la sylviculture existent et peuvent être partagés avec d'autres pays africains. L'Afrique a également beaucoup à partager avec le reste du monde, à commencer par ses perspectives, les leçons apprises et la richesse de son expérience. Il est également nécessaire de renforcer les structures et les cadres institutionnels de gestion du développement durable, de mettre en place un leadership politique particulièrement solide et engagé, ainsi que les capacités techniques et managériales de coordination et d'élaboration de stratégies basées sur une vision pragmatique partagée sur le long terme. Les gouvernements africains devraient s'engager à améliorer l'environnement de la gouvernance nationale et à investir dans le renforcement des capacités. En outre, le renforcement des partenariats avec des acteurs non traditionnels et le secteur privé, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des pays, serait une façon de mobiliser des ressources et des capacités pour le développement durable. Les partenaires au développement et les donateurs non traditionnels doivent faire davantage usage des systèmes nationaux comme un autre moyen de renforcer les structures institutionnelles des pays, favorisant ainsi l'objectif d'un développement efficace.

L'intégration régionale doit être renforcée davantage. Elle a en effet un rôle crucial dans la promotion de la diversification économique, l'expansion des marchés, la mise en commun et une répartition plus efficace des ressources, ainsi que dans la gestion des questions transfrontalières et de mondialisation ainsi que la solution des difficultés auxquelles le continent est confronté. Les gouvernements africains doivent également renforcer le rôle clé joué par la science, la technologie et l'innovation dans la mise en œuvre d'un programme de développement durable. Il est absolument indispensable d'accroître les investissements dans la science et la technologie pour que l'Afrique ne soit pas en reste dans la course aux technologies vertes. Le transfert des technologies devrait cibler des technologies vertes qui peuvent aider l'Afrique à exploiter sa riche base de ressources naturelles, mais sans compromettre sa durabilité. Des ressources supplémentaires seront nécessaires pour maintenir l'Afrique sur la bonne voie vers l'atteinte de ses objectifs de développement. Nous pouvons accroître l'efficacité en adoptant une approche coordonnée. Les nouveaux défis exigent des avancées technologiques, des changements organisationnels, suivi et surveillance, des délibérations participatives, et une attention aux origines de ces défis. Nous devons faire face à ces défis directement et de toute urgence. Il est en effet trop tard pour se contenter de se focaliser sur les symptômes.

LE FMI PRÉVOIT DE BEAUX JOURS POUR LE PÉTROLE

Son prix doublera en 2022

Dans 10 ans, un doublement du prix du baril de brut est plus que probable. La forte demande et une offre toujours insuffisante feront grimper le prix qui se situe déjà à un prix de 120 dollars et qui est déjà difficilement soutenable à long terme pour l'économie mondiale, souligne le Fonds monétaire international (FMI) dans un nouveau document.

Le rapport indique qu'il s'agit là d'un territoire inconnu pour l'économie mondiale, qui n'a jamais fait l'expérience d'un tel prix pour le brut pendant plus que quelques mois. Le rapport précise que l'énergie a représenté pour près de 50% de l'ensemble du produit intérieur brut, ce qui signifie «les implications de la baisse de la production du pétrole pour les PIB pourraient être très importantes».

Jeudi derniers, les cours du pétrole ont ouvert en hausse, rebondissant après un plus bas en six mois la veille, dans un regain d'optimisme après la publication de chiffres encourageants pour le marché de l'emploi aux Etats-Unis, de bon augure pour la demande en brut.

HEC, le baril de référence pour livraison en juin prenait 65 cents par rapport à mercredi, à 93,46 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex). Le brut texan qui était tombé la veille à un plus bas depuis début novembre, à 91,81 dollars en cours d'échanges, se ressaisissait à la faveur d'un climat plus optimiste chez les investisseurs rassurés par la publication de chiffres

rassurants sur marché de l'emploi américain. Mais pas seulement, sur le plan géopolitique, le discours qualifié de provocant de l'Iran qui a déclaré qu'il n'abandonnerait pas son programme nucléaire a accentué le rebond du brut, le marché craignant que le durcissement du discours iranien accentue les tensions avec les pays occidentaux, perturbant l'offre au Moyen-Orient.

Selon les projections de l'Agence internationale de l'énergie, publiées en décembre dernier,

la demande de pétrole en 2012 est destinée à demeurer robuste. La consommation pétrolière pour 2012 devrait s'établir à 90,3 millions de barils par jour. Ceci représente une augmentation de 1,3 million de barils par jour.

Du côté de l'offre, les spécialistes affirmeraient alors que les tensions seront particulièrement vives. L'année 2011 ayant connu une baisse des stocks commerciaux, le niveau est plus faible que la moyenne de ces cinq dernières années. En 2010 le monde était dans une situation de stocks abondants. Les capacités disponibles des pays de l'OPEP, ce que le cartel peut met-



tre en théorie sur le marché de façon rapide a également baissé, autour de 3 millions de barils par jours contre 4-5 millions de barils par jours en 2010. Sans compter les répercussions récurrentes du manque d'investissement par les compagnies pétrolières au cours des cinq dernières années. Aujourd'hui, le taux de déclin naturel des champs pétroliers dans le monde fait que l'on perd 4 millions de barils par jour, c'est la

production de l'Iran: tous les ans quoi qu'il arrive, quelque soit le prix du pétrole et les conditions géopolitiques, il faut mettre en production l'équivalent de l'Iran pour stabiliser la production. Cela représente une somme équivalente au programme de la navette spatiale américain tous les ans, expliquent les experts. Autant dire que ces investissements n'ont pas lieu.

Au déséquilibre offre-demande qui

milite pour un maintien du prix du baril élevé, s'ajoute des risques géopolitiques qui, s'ils se concrétisaient, pourraient bien conduire à une flambée du cours de l'or noir. Pour les spécialistes, le risque géopolitique est plus élevé aujourd'hui qu'au début du printemps arabe, notamment du fait de la tournure que prennent les événements en Iran. Le pays représente une production de pétrole brut d'environ 3,5 millions de barils par jour. C'est le deuxième producteur de l'OPEP derrière l'Arabie Saoudite. Le pays exporte un peu moins de 2,5 millions de barils par jour. C'est donc un danger majeur si l'on se réfère aux conséquences qu'ont eu les troubles dans un pays comme la Libye qui a vu sa production quotidienne de 1,6 million de barils par jour tomber à zéro. Suite au conflit en Libye, le prix du pétrole a progressé au cours des premiers mois de l'année 2011 de 20-25 dollars par baril.

L'arrêt total de la production de l'Iran, qui pourrait bien conduire à un bond du cours du baril d'une cinquantaine de dollars, n'est pas une hypothèse très vraisemblable.

T. L.

LAND GRABBING

La FAO adopte de nouvelles directives

L'accapement des terres agricoles («land grabbing») en Afrique est un nouveau phénomène qui choque. Des sociétés privées ou des institutions provenant de pays riches ou émergents achètent des terres dans des pays pauvres (soutenue par l'aide humanitaire) pour les cultiver. Selon une étude de l'Institut international de recherche sur les Politiques Alimentaires, plus de 3 millions d'hectares de terres africaines auraient été en négociations et/ou achetées par des investisseurs ou des institutions étrangères lors du premier trimestre de 2009. En Éthiopie, un pays dépendant de l'aide alimentaire pour nourrir 4 millions de personnes, on assiste par exemple à des expropriations musclées menées par ces sociétés à la pointe du fusil et avec la bénédiction de l'État. Ces pratiques sont fréquemment qualifiées de «néo-colonialisme», de «spéculation», d'effet pervers de la «mondialisation libérale» et des «marchés libres». Pour faire face à cette situation, la FAO a pris certaines mesures.

La reconnaissance et la protection de droits de tenure légitimes, même en présence de systèmes informels, exercer les meilleures pratiques pour l'enregistrement et le transfert des droits de tenure, veiller à ce que les systèmes administratifs de tenure soient accessibles et abordables, la gestion des expropriations et la restitution des terres aux communautés évincées par le passé, les droits des communautés autochtones, garantir la responsabilité et la transparence des investissements dans les terres agricoles, des mécanismes de résolution des conflits liés aux droits fonciers et la ges-



tion de l'empiètement des villes sur les zones rurales telles que les Directives volontaires pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale que la FAO a approuvées dans une décision du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Ces «principes et pratiques pouvant servir de référence aux gouvernements lors de l'élaboration des lois et de l'administration des droits relatifs aux terres, aux pêches et aux forêts» sont le fruit d'un processus de consultation lancé en 2009 par la FAO et finalisées par des négociations intergouvernementales menées par le CSA. «L'accord des pays sur ces toutes premières directives mondiales sur une gouvernance des régimes fonciers représente une percée historique. Nous avons désormais une vision commune qui servira de point de départ pour contribuer à améliorer la situation sou-

vent dramatique des pauvres et des affamés», a déclaré le directeur général de la FAO, José Graziano da Silva.

La FAO se positionne ainsi au cœur des débats et polémiques concernant la «mainmise sur les terres» ou «land grabbing» qui touche tous les pays, notamment africains. Si les directives reconnaissent que des investissements responsables des secteur public et privé sont essentiels pour améliorer la sécurité, souligne le communiqué de la FAO, elles recommandent également de mettre en place des mécanismes de sauvegarde afin de protéger, d'une part, les droits fonciers des populations locales des risques potentiellement liés aux acquisitions de vastes étendues de terres, d'autre part, les droits de l'Homme, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et l'environnement. Mais les modèles d'investissement qui ne comportent pas d'acquisitions de terres à vaste échelle doivent être encouragés.

«Ces directives sont le fruit d'un processus inclusif de consultations et de négociations qui a duré trois ans, rassemblant de multiples parties prenantes et donnant à beaucoup d'entre elles voix au chapitre», a expliqué Yaya Olaniran, président du CSA. «Le résultat est que nous avons une série significative de principes et de pratiques que chacun - qu'il s'agisse des pays, du secteur privé, des agriculteurs ou de la société civile- peut soutenir et défendre, et qui se traduiront par des mesures concrètes». Il revient désormais aux pays qui ont approuvé les directives de les mettre en application sur le terrain, a ajouté M. Olaniran.

Selon Luc Maene, président du Réseau

International Agri-Food Network, représentant le secteur privé «la gouvernance responsable des régimes fonciers est essentielle à la sécurité alimentaire, et c'est à juste titre que ce processus a été piloté par le Comité de la sécurité alimentaire nouvellement réformé. Les directives énoncent des éléments importants pour le bon fonctionnement des régimes fonciers. Souvent, ils sont effectivement inexistantes. Pour nous, du secteur privé, et nos partenaires agricoles, il est important qu'une administration locale efficace des registres fonciers ne soit pas entachée de corruption. Des règles équitables et transparentes servent l'intérêt général, en garantissant aux femmes une égalité d'accès à la terre et en encourageant l'investissement responsable tout au long de la filière agroalimentaire».

Comme pour d'autres accords analogues, comme le Code de conduite pour une pêche responsable, la FAO préparera une série de manuels techniques visant à aider les pays à adapter les directives à leurs contextes locaux et à les mettre en application. L'Organisation fournira également une assistance technique ciblée aux gouvernements dans ce même but.

Pour sa part, le CSA se penchera prochainement sur la question des investissements agricoles responsables d'une façon générale. Il est en train de planifier un processus de consultation sur un an qui débutera en octobre et qui pourrait déboucher sur une série de recommandations pour un investissement responsable dans l'agriculture courant 2013.

T. L.

CHINE

Délocaliser des entreprises en Ethiopie pour réduire les coûts

Dans le ronronnement continu des machines, une centaine d'ouvriers éthiopiens découpent sans relâche du cuir, enfilent des lacets et collent des semelles, sous la supervision de contremaîtres chinois. Avec cette usine, des entrepreneurs chinois entendent bénéficier du faible coût de la main-d'œuvre africaine et de la matière première, le cuir, pour fabriquer des chaussures qui seront vendues en Europe et aux Etats-Unis.

L'usine de Huajian est installée à Dukem, à 30 km au sud d'Addis Abeba, dans une zone industrielle en plein développement, la première construite en Ethiopie par des capitaux chinois. Après s'être concentrée sur la construction d'infrastructures et l'exploitation des matières premières, notamment le pétrole, en Afrique, la Chine commence à y chercher des coûts salariaux avantageux pour son industrie. Quant à l'Ethiopie, elle y gagne une diversification bienvenue pour son économie largement agricole. Un marché gagnant-gagnant, donc, selon Qian Guoqing, vice-directeur de la East Industry Zone : «Les deux parties ont un engagement réciproque, elles disent : tu devrais avoir quelque chose, je devrais obtenir quelque chose.» Une fois achevée en 2014, pour un coût de 250 millions de dollars, la zone industrielle, dont la construction a commencé en 2009, doit regrouper plus de 80 usines et créer 20.000 emplois.



Pour l'heure, elle compte plusieurs rangées de bâtiments de trois étages abritant six usines à capitaux chinois, dont, outre celle de Huajian, une chaîne de montage

automobile et une fabrique de plastique. Huajian, un des plus importants fabricants chinois de chaussures, prévoit d'investir jusqu'à 2 milliards de dollars en Ethiopie

pour fabriquer des souliers destinés à l'exportation vers l'Europe et l'Amérique du Nord.

Afin d'attirer les investisseurs étrangers dans le cadre d'un "plan de croissance" destiné à faire de leur nation un pays à revenu intermédiaire d'ici 2025, les autorités éthiopiennes offrent quatre ans d'exonérations fiscales, des terrains bons marchés et l'électricité gratuite aux occupants de la zone industrielle.

Main d'oeuvre peu chère

Mais investir en Ethiopie «n'est pas une stratégie sans risque», prévient Stefan Dercon, économiste spécialisé dans le développement à l'Université britannique d'Oxford.

L'Ethiopie va devoir maintenir des taux de croissance élevés afin de rembourser les investissements de départ. «Si cela ne fonctionne pas, les espoirs vont s'évanouir très rapidement, les deux ou trois prochaines années sont donc cruciales pour le processus dans son ensemble», selon lui.

«Nous devons avancer rapidement, notre ennemi est la pauvreté», rétorque le ministre d'Etat éthiopien à l'Industrie, Tadesse Haile, «quiconque nous demande de ralentir accepte la pauvreté». Avec un PIB par habitant estimé à 325 dollars par l'ONU, l'Ethiopie figure toujours parmi les plus pays africains les plus pauvres, en dépit d'une croissance parmi les plus dynamiques du continent (+11% au cours de chacune des six dernières années selon la Banque mondiale).

Les investissements étrangers «génèrent de la croissance, de l'emploi (...) cela nous permet aussi de fabriquer des produits pouvant être exportés, ce qui amène des devises et des transferts de technologie», soutient M. Tedesse.

Mais de nombreux problèmes subsistent: réseaux de télécommunications déplorables, bureaucratie pesante et absence de port dans ce pays enclavé, sans accès à la mer. Paul Lu, directeur des ressources humaines de Huajian, recense, lui, les différences culturelles, la barrière de la langue et le manque de conscience professionnelle d'une bonne partie du personnel local. Mais ces obstacles sont compensés par l'abondance de matière première et de main d'oeuvre, peu chère alors que les salaires augmentent en Chine.

«Nous sommes venus fabriquer des chaussures et (...) l'Ethiopie produit beaucoup de cuir», poursuit-il devant l'entrée de l'usine où une vingtaine de personnes attendent pour un entretien d'embauche.

Dans l'usine, Teju Edek, 22 ans, contrôleur qualité, payé 30 dollars par mois, se plaint que «le salaire est trop bas». Il dit travailler ici surtout pour "développer ses connaissances technologiques" et ajoute que, s'il pourrait gagner plus dans des usines éthiopiennes, il n'y apprendrait pas autant.

Pour Tafere Getie, gestionnaire d'une des usines de la zone, le vrai bénéfice de ces investissements se verra à long terme: «J'espère que les Ethiopiens qui travaillent dans les usines étrangères aujourd'hui posséderont leur propre industrie d'ici 20 ans.»

GREEN BUSINESS

Etat des lieux des déchets électriques et électroniques en Afrique



L'émergence de la classe moyenne africaine et le déploiement des technologies de l'information et de la communication ont contribué à une explosion des Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques (DEEE) en Afrique.

D'après l'étude «DEEE ? Où en sommes-nous en Afrique ?» publiée par l'ONU, la consommation intérieure est le principal facteur contribuant à l'augmentation (85%) des déchets électroniques en Afrique. Mais le rapport souligne également que les importations de déchets électroniques d'Europe continuent d'aggraver le problème.

En se focalisant sur cinq pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Libéria et Nigéria), l'enquête démontre qu'entre 650.000 et 1 million de tonnes de déchets électriques et électroniques issus de la consommation intérieure sont produites chaque année.

Au Ghana, en 2009, les enquêteurs ont constaté qu'environ 70% de toutes les

importations d'EEE se composaient d'EEE usagés ; 30% des équipements d'occasion importés étaient estimés ne pas fonctionner (et être par conséquent des déchets électroniques), soit une production d'environ 40.000 tonnes de déchets électroniques en 2010. Des enquêtes menées sur le terrain au Bénin et en Côte d'Ivoire ont révélé qu'environ la moitié des EEE usagés importés ne sont en réalité plus en état de marche et ne sont pas réparables, ce qui est considéré comme une importation de déchets électroniques. L'analyse, réalisée entre mars et juillet 2010, de 176 conteneurs de deux catégories d'équipements électriques et électroniques usagés importés au Nigéria a révélé que plus de 75% de tous les conteneurs venaient d'Europe, environ 15% d'Asie, 5% de ports africains (principalement du Maroc) et 5% d'Amérique du Nord. On a constaté une distribution semblable au Ghana, où 85% des importations d'EEE usagés provenaient d'Europe, 4% d'Asie, 8% d'Amérique du Nord et 3% d'autres pays.

Le Royaume-Uni est le principal pays exportateur d'EEE neufs et usagés en Afrique, suivi avec de grands écarts par la France et l'Allemagne. Le Nigeria est le principal pays africain importateur d'EEE neufs et usagers, suivi du Ghana. La quantité de déchets électroniques issus de la consommation intérieure d'EEE neufs ou usagés de bonne qualité et d'une durée de vie raisonnable au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Liberia et au Nigeria est comparable à la quantité totale de déchets électroniques produite en Belgique ou aux Pays-Bas, et équivaut à 5% environ de tous les déchets électroniques produits dans l'Union européenne. «La gestion efficace des quantités croissantes de déchets électroniques produites en Afrique et dans d'autres pays du monde constitue une part importante de la transition vers une économie verte à faible intensité de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources», a déclaré le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Sous-secrétaire général de l'ONU, Achim Steiner dans un communiqué. Avant de conclure «qu'il est possible de développer les économies africaines, de créer des emplois décents et de protéger l'environnement en assurant une gestion durable des déchets électroniques et en récupérant les métaux précieux et autres ressources renfermés dans les produits qui finissent comme déchets électroniques. A l'approche de Rio+20, qui se tiendra en juin, ce rapport montre que des mesures telles que l'amélioration des stratégies de ramassage et la mise en place de structures plus officielles de recyclage, peuvent limiter les dommages causés à l'environnement et offrir des opportunités économiques».

RÉHABILITATION DE LA MAISON FAMILIALE DES AMROUCHE À IGHIL-ALI

Une plus grande mobilisation des citoyens

Que reste-t-il de notre Histoire tracée par des femmes et des hommes ? Rien. Ce constat amer est malheureusement une réalité de ce que subit au quotidien notre Histoire, notamment les édifices de notre patrimoine. Cette destruction est le fruit de quelques incultes individus qui ne connaissent rien de la valeur de l'Histoire, du patrimoine et de l'identité de toute une nation. Parmi ces édifices, le combat que mènent plusieurs associations culturelles pour la sauvegarde de la maison familiale de la famille des grands écrivains Amrouche fait partie des exemples à citer. Car il n'est pas plus grand combat que celui de lutter contre l'obscurantisme et les incultes.

PAR KAHINA HAMMOUDI

Pour preuve, plusieurs associations culturelles réitérent leur engagement et leur combat en appelant à donner un nouveau souffle à la mobilisation citoyenne, en mettant en place un collectif d'associations et personnalités culturelles. Ce collectif a pour tâche principale d'initier des démarches et actions allant dans le sens de la sauvegarde de la maison des Amrouche et de la réhabilitation de leur héritage intellectuel et artistique.

Ce cadre de réflexion et d'action est ouvert à toutes celles et tous ceux qui s'inscrivent dans cette perspective. Comme première action, le collectif a décidé d'organiser un rassemblement populaire aujourd'hui à partir de 10 heures devant le siège de la wilaya de Béjaïa. Ce rassemblement sera organisé dans le but, bien entendu, d'exiger l'indemnisation de l'occupant de la maison des Amrouche et le classement de cette maison comme patrimoine culturel national.

Les deux journées de mobilisation initiées par l'association Taos et Jean-Amrouche d'Ighil-Ali aux mois de mars et avril 2012 en faveur de la sauvegarde de la maison ancestrale des Amrouche menacée de démolition par son occupant actuel, «a



eu comme résultat immédiat le renoncement de ce dernier à vouloir mettre à exécution son regrettable projet, a annoncé le collectif dans un communiqué adressé à notre rédaction.

Cette victoire partielle, arrachée de haute lutte malgré «les graves intimidations dont a fait l'objet cette association ainsi que son président de la part des autorités locales, est de bon augure et ouvre des perspectives prometteuses quant au classement de cette maison comme patrimoine culturel national», déclare le collectif en soulignant que «cependant, la réalisation

de cet objectif final est conditionnée par la nécessaire indemnisation conséquente de l'occupant de la maison des Amrouche. Les pouvoirs publics seront à nouveau publiquement interpellés sur cette question plus précisément».

Pour mener à terme cet objectif, pour les militants, il importe «toutefois que nous nous mobilisions sérieusement sur le terrain jusqu'à sa concrétisation. Le ministère de la Culture, le wali et l'APW de Béjaïa ainsi que les élus d'Ighil-Ali, n'auront plus à commettre la faute de trop en continuant à fuir leurs responsabilités

comme ils l'ont fait lors des deux journées de mobilisation devant le siège de wilaya.»

«Nos artistes et écrivains, les grands absents de ce combat, doivent aussi se résoudre à quitter leur tour d'ivoire et se déterminer individuellement face au déni et l'ostracisme officiels qui frappent Taos, Jean et Fadhma Aït-Mansour Amrouche depuis un demi siècle», conclut le collectif pour la réhabilitation de la maison familiale des Amrouche.

K. H.

FESTIVAL DE L'INCHAD DE BOUSSAËDA (M'SILA)

22 ensembles vocaux

Vingt-deux ensembles vocaux représentant 10 wilayas du pays prennent part à la 3ème édition du festival culturel local de l'inchad ouverte samedi après-midi à Boussaâda (M'sila).

Ce festival qui se poursuivra jusqu'au jeudi prochain se veut «une manifestation dédiée à la promotion de la culture de la paix en milieu juvénile» et «une occasion pour la découverte de jeunes talents», a affirmé M. Mohamed Bouchehlata, responsable de l'activité culturelle au ministère de la Culture.

Les différents festivals de l'inchad tenus à travers le pays, a-t-il ajouté, représentent également des «espaces pour la promotion de ce genre artistique».

Le wali de M'sila, M. Abdallah Mansour, a estimé, de son côté, que l'objectif du festival est aussi de «promouvoir l'inchad en tant qu'expression artistique spécifique aux pays arabes et particulièrement maghrébins» et de «mettre en valeur les talents des jeunes artistes en herbe».

Un jury de musiciens et artistes départagera les troupes en lice durant le festival dont le spectacle de lever de rideau a été co-animé par la troupe Nour El Mostafa de Mostaganem et Errisala de Sidi Ameer (M'sila) qui participent en hors compétition.

Les spectacles en compétition dans le cadre de ce festival débiteront dimanche avec au programme les troupes Rayhane (Boumerdès), El Yakdha (Djelfa), El Atta (Bouira), Nassamat El Oula (Bouira) et El Ibdâa Ethakafi (Bordj Bou Arreridj).

Une conférence animée par Okab Belkheir et Kamel Birem de l'université de M'sila et Zahia Yassaad de Constantine est programmée par les organisateurs pour la quatrième journée du festival, dont la cérémonie d'ouverture a été aussi marquée par la distinction des deux artistes, Mohamed El Bahi et Abdelhamid Siradj.

Ce dernier est lauréat du prix du meilleur chanteur du festival 2011 de Sharjah (Emirats Arabes Unis).

APS

PILLAGE DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Classé 2e trafic après celui de la drogue

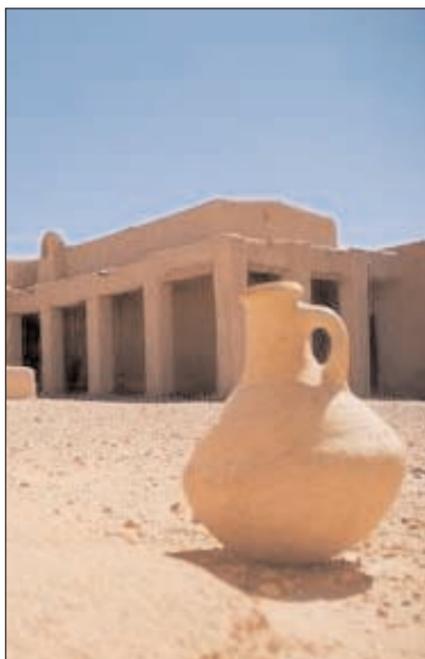
Le pillage du patrimoine archéologique est classé au 2e rang des trafics mondiaux après celui de la drogue, a affirmé à l'APS une spécialiste de l'archéologie.

Contactée samedi à Jijel au lendemain d'une conférence organisée dans cette ville et consacrée au patrimoine archéologique, Mlle Dalila Houglouène, enseignante au département Archéologie à l'université Mohamed-Seddik Benyahia, a souligné que le pillage et le trafic de vestiges intéressent de nombreuses personnes, aussi bien en Algérie que dans le monde, qui se livrent à des «transactions douteuses» sur des pans entiers de l'Histoire des peuples.

Dans une communication qu'elle avait donnée au cours de cette conférence, cette universitaire a tenté de faire la lumière sur les recherches et les fouilles archéologiques réalisées par Adolphe Hedwige Alphonse de La Mare, arrivé dans cette ville côtière en 1884.

De La Mare s'était illustré, selon la conférencière, par de nombreuses découvertes archéologiques dans cette région bimillénaire. Ses trouvailles sont devenues une sorte de référence pour des archéologues, historiens et chercheurs contemporains s'intéressant au passé de l'antique Ighilili.

L'universitaire a également souligné que nombre de vestiges, de pièces archéologiques ou numismatiques ont disparu de la région pour se retrouver placées, à ce jour, au musée parisien du Louvre, pendant et après la période coloniale. Il s'agit de fragments archéologiques, de mosaïques, de pièces de monnaie et autres «extorqués» de la région pour être placés



de la mémoire et du patrimoine national.

La région de Jijel, musée à ciel ouvert, regorge effectivement de nombreux vestiges qui nécessitent protection et sauvegarde. Au chef-lieu de wilaya, l'on citera, entre autres le site de Errabta (ex-pointe noire), riche en tombes puniques, aujourd'hui presque enfouies sous des chapes de béton, à Tissilil (région de Settara) ou encore Ziama Mansouriah.

Mlle Houglouène a, tout au long de son exposé, insisté sur la nécessité de sensibiliser le grand public par divers moyens (médias, affiches, spots publicitaires...) à la protection et à la sauvegarde du potentiel et du patrimoine archéologique qui constitue, a-t-elle rappelé, un «pan important de l'histoire du pays».

La rencontre avait également été mise à profit pour aborder les légendes et autres mythes entretenus par les populations à l'égard du patrimoine matériel et immatériel enfouis sous terre.

L'une des plus célèbres légendes qui court encore à Jijel est celle d'un «cheval en or massif» qui serait enfoui quelque part du côté de l'actuelle Errabta où de nombreuses constructions ont poussé comme des champignons à la lumière de l'urbanisation effrénée constatée ces dernières années dans ce site qui renferme des tombes puniques avec des mobiliers funéraires.

APS

EQUIPE NATIONALE

Les choses sérieuses commencent aujourd'hui

Avec un effectif presque au complet, la sélection algérienne de football entrera à partir d'aujourd'hui dans le vif du sujet dans sa préparation pour les trois matchs officiels des éliminatoires de la Coupe du monde et Coupe d'Afrique. Avec l'arrivée au fur et à mesure du reste de l'effectif composé de 29 joueurs, dont 12 joueurs évoluant dans le championnat national, le sélectionneur national pourra attaquer les choses sérieuses.

PAR MOURAD SALHI

Cette dernière étape de préparation permettra au sélectionneur de travailler l'aspect technico-tactique et choisir, du coup, les 23 joueurs parmi les 29 retenus pour ce stage, qui pourront mieux représenter les couleurs nationales. Après deux regroupements consacrés essentiellement au volet physique, les coéquipiers de Kamel Ghilas entament la dernière ligne droite de leur préparation, à une dizaine de jours de la compétition officielle, dont le coup de starter sera donné le 2 juin prochain contre le Rwanda au stade

Mustapha-Tchaker de Blida. Une entame que les Verts ne devront pas rater pour mieux négocier le reste du parcours. Cette dernière ligne droite sera ponctuée par quatre matches dont un amical face au Niger, le 26 mai, au stade Mustapha-Tchaker. Pour ce stage, qui intervient une journée après le second regroupement qui a pris fin samedi au centre de Beni-Messous, en présence de sept joueurs, verra le retour de l'attaquant Kamel Ghilas et Hilal Soudani ainsi que Rafik Djebour. Même si ces renforts pourront constituer un apport important pour le compartiment offensif de la sélection nationale vu les qualités de ces joueurs, il n'en demeure pas moins que le coach national, Vahid Halilhodzic, devra choisir ceux qui sont plus en forme sans pour autant chambouler une équipe qui commence à retrouver ses repères. Toutefois, le sélectionneur national ne semble pas afficher une grande satisfaction du rendement de la charnière offensive, c'est pour cette simple raison qu'il injecte à chaque fois en douceur des nouveaux capés. La seule satisfaction reste l'intégration rapide et sans aucune difficulté de ces nouveaux éléments, comme ce fut le cas de l'attaquant du FC Valence, Soufiane



Feghouli qui a marqué un joli but lors de sa première sortie contre la Gambie. Avec le rappel de tous ces attaquants, le coach national confirme encore une fois que l'équipe doit changer son style de jeu. Ce stage lui permettra de voir de plus près l'œuvre de chaque joueur et établir par la suite un rapport technique détaillé. A partir de là, le premier responsable technique pourra bien choisir ses joueurs qui lui per-

mettraient d'atteindre son principal objectif qui est la qualification de la sélection algérienne à la Coupe du monde 2014. Les Verts entameront les éliminatoires du Mondial contre le Rwanda le 2 juin à Blida avant de croiser le fer contre le Mali le 9 juin. Ils boucleront cette série par la rencontre retour de la CAN contre la Gambie le 15 juin.

M. S.

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE

L'Aigle noir de Sétif survole la Ligue 1



Le rideau est tombé samedi sur le championnat d'Algérie de Ligue 1, (saison 2011-2012) consacrant l'ES Sétif champion en titre pour cette deuxième année de professionnalisme, alors que l'USM Alger, avec sa pléiade de "stars", a déchanté, ratant même la qualification à la prochaine Ligue des champions.

Le groupe sétifien, emmené par les Djabou, Aoudia, Diss, Delhoum et autre Benmoussa, a amplement mérité ce sacre, le cinquième de son histoire, d'autant plus qu'il a déjoué tous les pronostics qui donnaient, en début de saison, l'USMA comme futur champion. L'Aigle noir, sous la houlette de l'entraîneur suisse Alain Geiger, réalise ainsi le double "coupe-championnat" pour la deuxième fois de son histoire après celui de 1968. Au rayon des déceptions, figure en première place l'USMA qui a cru pouvoir revenir sur le devant de la scène avec des joueurs recrutés à coup de milliards par le président Ali Haddad. C'est peine perdue puisque, outre le fait de devoir mettre une croix sur le titre de champion d'Algérie qui les fuit depuis la saison 2004-2005, les Rouge et Noir n'ont même pas pu arracher le second billet qualificatif en Ligue des champions. L'USMA paye aussi l'instabilité à la tête

de la barre technique, marquée par le départ du Français Hervé Renard pour la sélection zambienne, avec laquelle il a décroché le titre de champion d'Afrique, le limogeage de son compatriote Didier Ollé-Nicolle puis la venue de Meziane Ighil.

La JSM Béjaïa au paradis

De son côté, la JSM Béjaïa, dauphin pour la seconde saison de suite, arrache haut la main le deuxième ticket pour la prestigieuse compétition africaine inter-clubs. L'équipe entraînée par Alain Michel aurait même pu aspirer à mieux si elle ne s'était pas inclinée à domicile et à la surprise générale, lors de la 27e journée, contre le MC Oran (1-3). Une défaite qui a obligé la direction du club à écarter définitivement du groupe cinq joueurs, soupçonnés d'avoir levé le pied face aux Hamraoua, alors menacés par la relégation. D'autres équipes ont beaucoup déçu cette saison, notamment la JS Kabylie (9e) et l'USM El-Harrach (10e), les deux finalistes de la coupe d'Algérie 2010-2011, qui n'ont assuré leur maintien parmi l'élite que lors des dernières journées de la compétition. Comme la JSK en coupe de la Confédération, le MC Alger (6e) a dû débiter très tôt la saison en étant engagé

en phase de poules de la Ligue des champions, ce qui s'est répercuté négativement sur son parcours en championnat. Le Doyen, qui paye aussi l'instabilité technique (6 entraîneurs engagés par la direction : Abdelhak Meguellati par 2 fois, Abdelhak Benchikha, François Bracci, Kamel Bouhellal et Abdelkrim Bira), doit se contenter de la 6e place au classement après avoir végété longtemps dans les profondeurs du classement.

L'ASK, le NAHD et le MCS saluent la Ligue 1

L'ASO Chlef, champion d'Algérie 2010-2011 et le CR Belouizdad ont essayé tant bien que mal de titiller l'ESS, l'USMA et la JSMB dans la course au titre avant de lâcher prise dans les dernières encablures. Le CRB (4e) a jeté toutes ses forces dans la finale de la coupe d'Algérie mais a terminé bredouille, alors que l'ASO (5e) a pu sauver sa saison par une qualification historique en phase de poules de la Ligue des champions. Avec leur petit budget et loin du boucan entourant les grosses écuries du championnat, le CA Batna et le WA Tlemcen ont réalisé une saison plus

qu'honorable, assurant aisément leur maintien parmi l'élite en terminant respectivement 7e et 8e au classement. Le CAB a été l'auteur d'une fin de saison époustouflante, en témoignent ses sept victoires de suite, dont la dernière samedi face au MCO à Oran même sur le score de 5 à 1. Un maintien obtenu difficilement par contre par le MC El-Eulma (11e), le CS Constantine (12e) et le MC Oran (13e) qui ont joué avec le feu avant de pouvoir pousser un grand ouf de soulagement. Une fin heureuse que ne pourront pas partager l'AS Khroub, le NA Hussein Dey et le MC Saïda, le tiercé perdant qui devra quitter la Ligue 1 après une saison chaotique. Le NAHD fait les frais d'une phase aller catastrophique au cours de laquelle il n'a enregistré aucune victoire, avant de se réveiller lors de la seconde manche du championnat avec la venue de l'entraîneur Chaâbane Merzkane qui a redressé quelque peu la barre. Mais c'était trop tard pour les Sang et Or qui n'ont réussi qu'à quitter la place de lanterne rouge, occupée finalement par le MCS, alors que l'ASK a terminé à la 14e place.

APS

Classement des buteurs

- Mohamed Messaoud (ASO Chlef) : 15 buts
- Mohamed Amine Aoudia (ES Sétif) : 12 buts
- Ahmed Messaâdia (CA Batna) : 12 buts
- Djamel Bouacha (MC El-Eulma) : 11 buts
- Lamouri Djediat (USM Alger) : 11 buts
- Ahmed Gasmî (JSM Béjaïa) : 11 buts
- Carolus Andriamatsinoro (WA Tlemcen) : 10 buts
- Moustapha Djallit (JSM Béjaïa/MC Alger) : 10 buts
- Mohamed Seguer (ASO Chlef) : 10 buts
- Islam Slimani (CR Belouizdad) : 10 buts
- Salim Hanifi (JS Kabylie) : 9 buts
- Reda Sayah (MC Alger) : 9 buts
- Youssef Belaïli (MC Oran) : 8 buts
- Mokhtar Benmoussa (ES Sétif) : 8 buts
- Noureddine Deham (USM Alger) : 8 buts

- Abdelmoumene Dhabou (ES Sétif) : 8 buts
- Nasereddine El-Bahari (MC Oran) : 8 buts
- Abderahmane Hachoud (ES Sétif) : 8 buts
- Abdenour Hadiouche (MC Saïda) : 8 buts
- Abdelhak Sameur (WA Tlemcen) : 8 buts

Quelques statistiques

- Meilleure attaque : ES Sétif avec 53 buts inscrits
- Meilleure défense : JS Kabylie avec 23 buts encaissés
- Plus grand nombre de victoires : ES Sétif avec 16 victoires
- Plus grand nombre de défaites : MC Saïda avec 18 défaites
- Plus grand nombre de nuls : CS Constantine avec 12 nuls

Diabète : un mal silencieux

Le diabète concerne des millions de personnes et bon nombre d'entre elles ignorent être diabétiques



Les diabétiques peuvent vivre plusieurs années sans s'apercevoir de leur hyperglycémie (taux de sucre excessif, c'est-à-dire supérieur à 126 milligrammes par décilitre de sang, à jeun). Or les complications du diabète peuvent être lourdes : infarctus cardiaque, accident vasculaire cérébral, cécité, insuffisance rénale... Le diabète est donc une maladie grave, à diagnostiquer sans attendre. Mais le détecter sans faire de prise de sang est presque un travail d'enquêteur...

Plusieurs types de diabète et plusieurs types de signes et symptômes

Il existe plusieurs catégories de diabètes et les plus fréquentes sont celles de type 1 ou 2. Leurs causes diffèrent, leurs manifestations également. Pour le diabète de type 1, le diagnostic ne pose aucun problè-

me. Il concerne des patients jeunes, enfants et ados, et les symptômes se manifestent rapidement. Les patients urinent énormément, boivent beaucoup, perdent du poids, voire tombent dans le coma.

Mais le diagnostic est plus difficile pour le diabète de type 2, qui représente neuf diabètes sur dix et concerne le plus souvent des patients de 40 ou 50 ans. Car il évolue plus lentement, pendant cinq à dix ans, sans se manifester. En l'absence de symptômes et de dépistage, naturellement, aucun traitement n'est mis en place.

Indispensable dépistage du diabète

Le dépistage du diabète avant l'apparition de symptômes constitue le seul moyen efficace avant de souffrir des conséquences graves du diabète.

Par une simple prise de sang, en contrôlant le taux de sucre dans le sang.

A défaut, on découvre souvent un diabète lorsque les patients viennent avec des complications chroniques. Des problèmes aux reins, des troubles de la sensibilité aux jambes, un infarctus... Ces personnes sont atteintes du diabète depuis plusieurs années déjà, et leurs troubles auraient pu être évités si la maladie avait été bien contrôlée.

Le dépistage du diabète est donc primordial. Mais faut-il dépister tout le monde ? Pas tout à fait.

Il est recommandé aux personnes de plus de 45 ans, ou à tout âge en présence de facteurs de risque :

Excès de poids ou obésité

Antécédent familial de diabète de type 2
Diabète gestationnel, même résorbé après la naissance de l'enfant, pour les femmes Parmi ces risques, celui qui est lié

à l'excès de poids est particulièrement important, puisqu'il est de plus en plus répandu.

Diabète : dépistages à volonté ?

Consulter un médecin sans tarder pour évaluer le taux de sucre dans le sang constitue donc une évidence pour les personnes à risque. Mais en cas de test heureusement négatif, rien ne sert d'exiger une carte de fidélité. Les médecins recommandent simplement un dépistage tous les trois ans si le taux est normal, et tous les ans s'il approche le seuil diabétique. Si vous pensez être à risque, n'hésitez donc pas à consulter : les solutions contre le diabète existent, avant et après son apparition.

In Santé de A à Z

RÉGIMES YO-YO : ENNEMIS N°1 DE LA BALANCE

Qui n'a jamais voulu perdre quelques kilos superflus ? Oui mais voilà, la difficulté n'est pas tant de les perdre, mais plutôt de ne pas les reprendre... C'est ce qu'on appelle l'effet yoyo : maigrir pour mieux regrossir...

Les régimes sont-ils réellement efficaces ?

La réponse est claire : absolument pas. En réalité, ils sont contre-productifs puisqu'ils privent l'organisme de beaucoup d'énergie, mais pendant un laps de temps très court. Le corps s'habitue donc à fonctionner avec Dans un premier temps, ces régimes drastiques ne s'attaquent pas aux cellules graisseuses. Il y a seulement diminution de la masse musculaire et perte d'eau. Le chiffre sur la balance baisse... mais pas pour les bonnes raisons. Et lorsque nous reprenons une alimentation normale, notre organisme s'empresse de stocker ces nouvelles calories pour faire face à une prochaine diète.

La prise de poids est alors inévitable, et les kilos repris peuvent être plus nombreux que ceux que l'on a perdus : c'est l'effet yo-yo.

Les régimes qui favorisent l'effet yo-yo

Les «mauvais» régimes sont ceux qui exigent une modification importante de vos habitudes alimentaires et qui



promettent une perte de poids rapide et impressionnante. On peut citer entre autres Dukan, Atkins, Hollywood, ananas-pamplemousse, protéiné... Les promesses sont souvent tenues, mais dans un premier temps seulement.

Ces régimes sont impossibles à tenir tant ils sont contraignants

Outre l'effet yo-yo, les conséquences de ces régimes trop violents sont nombreuses. Elles peuvent même être

graves et sont souvent méconnues : cycle menstruel perturbé, augmentation des carences en vitamines et minéraux, obésité à long terme, risque de fractures... Il ne faut pas non plus sous-estimer l'impact psychologique de ces régimes, tels que les troubles du comportement alimentaire ou encore la baisse de l'estime de soi. Les adeptes des régimes drastiques s'enferment souvent dans une spirale infernale : il faut se priver de plus en plus pour finalement perdre de moins en moins, ce qui peut entraîner un risque de dépression.

Maigrir lentement mais sûrement

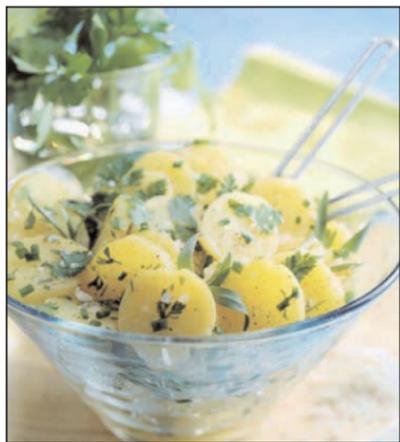
Pour maigrir sans risquer l'effet yo-yo, pas de solution miracle. Il faut prendre son temps et accepter le rythme de son corps. On le sait, une alimentation équilibrée est la clé d'une perte de poids efficace. Mais qu'est-ce qu'une bonne ali-

mentation ? La plupart des gens l'ignorent. C'est pourquoi il convient de faire appel à un spécialiste, nutritionniste ou diététicien. Il établira un programme personnalisé et déconseillera généralement la prise de médicaments minceur.

Enfin, le sport est indispensable. Brûleur de graisse, il maintient la masse musculaire et garantit aussi un meilleur moral.

Cuisine

Pomme de terre à la menthe sauvage



Ingrédients :

1kg de pommes de terre.
1 botte de fliyou
3 oeufs.
3 c. à soupe d'huile
1 tête d'ail.
2 piments forts
Une pincée de poivre rouge.
Sel

Préparation :

Commencer par piler les condiments et diluer le tout dans un verre d'eau puis verser dans un fait-tout. Ajouter l'huile et faire rissoleur pendant quelques minutes. Couper ensuite les pommes de terre en rondelles et les incorporer dans le fait-tout puis recouvrir d'eau. Continuer la cuisson après avoir ajouté le fliyou rincé et effeuillé. Laisser cuire durant une trentaine de minutes. 5 minutes avant la fin de la cuisson, battre les oeufs en omelette légèrement salée et verser sur les pommes de terre.

Cake aux carottes



Ingrédients :

100 g de farine
150 g de sucre en poudre
1 zeste de citron
4 oeufs
100 g d'amandes
4 sachets de levure à pâtisserie
4 carottes
10 g de fromage râpé
Une pincée de sel
Beurre pour le moule

Préparation

Laver et éplucher les carottes, les râper. Hacher les amandes sans les peler. Mettre dans un saladier les jaunes d'oeufs et le sucre en poudre, les fouetter jusqu'à ce que le mélange blanchisse et devienne mousseux. Incorporer les carottes râpées et les amandes, le zeste de citron, le fromage râpé, incorporer la farine tamisée peu à peu sans cesser de mélanger, ajouter le sel, la levure. Battre les blancs d'oeufs en neige ferme, les incorporer délicatement à la préparation. Beurrer le moule à cake et verser la préparation. Faire cuire dans un four moyen pendant 45 minutes.

LE CAFÉ ?

Un allié minceur ?

Accros du petit noir, bu fumants au réveil, vous vous êtes déjà sans doute posé la fameuse question : "le café peut-il m'aider à mincir ?" Voici quelques conseils pour une utilisation raisonnée de cette boisson forte en caféine.

Le café n'est pas une boisson miracle !

Il n'y a pas de produit miracle et si le seul fait de boire du café pouvait faire maigrir, cela se saurait. Le café peut cependant être un petit coup de pouce pour brûler quelques calories supplémentaires. Ne vous attendez pas à fondre à vue d'œil en vous mettant simplement au café quotidiennement. Mais une fois cette première illusion dissipée, il vous reste quand même une petite chose à savoir : cette boisson pourra vous aider à mincir, à la marge, si vous avez un régime alimentaire équilibré et que vous pratiquez une activité physique régulière.

La caféine, composant minceur :

Le café n'est pas une boisson calorique, vous pouvez la boire sans vous inquiéter pour votre apport quotidien : une tasse ne représente que 2 à 5 kcal. A condition de n'y ajouter ni sucre, ni crème, ni lait ! Comme le thé, le café contient de la caféine, qui est l'un des composants "minceur" les plus reconnus.

Des vertus diurétiques :

Mieux encore, elle augmente les dépenses énergétiques de base, fait brûler plus de calories. En clair, lorsque vous avez consommé du café, votre corps se dépense plus que si vous n'en aviez pas bu. Evidemment, cette



petite augmentation du métabolisme de base ne doit pas remplacer une activité sportive. Il s'agit simplement d'une dépense énergétique supplémentaire.

Le café, ingéré en quantité raisonnable, facilite également la digestion, en favorisant la contraction de la vésicule biliaire. Mais attention, son utilisation ne doit pas être illimitée : ce produit qui peut être un petit coup de pouce pour votre ligne est à manier avec précaution parce qu'il s'agit d'un excitant.

Une tasse avant le sport...

Pour mincir et garder la forme, pratiquez régulièrement une activité sportive.

Boire du café avant de pratiquer une activité physique peut vous aider à mieux vous dépenser.

On sait déjà que le café augmente la fréquence cardiaque et développe la vigilance. Il peut avoir une influence au moment où vous pratiquez une activité sportive, notamment en retardant l'arrivée de la fatigue. Boire deux tasses de café avant l'effort peut également vous aider à mobiliser les graisses comme ressource d'énergie.

Gare aux excès de café !

Si le café peut vous aider à brûler quelques calories supplémentaires, il ne faut pas pour

autant le boire en grande quantité tout au long de la journée.

Le café peut vous rendre anxieuse, stressée. Vous n'êtes pas toutes égales face à la caféine : lorsque certaines peuvent en boire plusieurs tasses sans être incommodées, d'autres ressentent des palpitations ou une grande nervosité. Maniez-le donc avec précaution et apprenez à connaître vos limites. Ne consommez pas plus de trois tasses par jour... Et deux tasses, c'est encore mieux.

CONSEILS PRATIQUE

LE MARC DE CAFE POUR L'ENTRETIEN DE LA MAISON



Le marc de café est souvent jeté à la poubelle après que l'on ait préparé son petit expresso. Mais saviez-vous qu'il peut vous être utile de bien des façons pour l'entretien de votre intérieur ?

Pour le carrelage :

Il est en effet très efficace nettoyer et détacher les sols comme le carrelage ou le lino. Il est excellent pour dégraisser, nettoyer et raviver le cuir.

Pour les mains :

Frotter du marc de café en y ajoutant du savon de Marseille est l'une des méthodes les plus efficaces pour se débarrasser des traces de cambouis sur les mains.

Vitre rayées et poêles :

Sur vos vitres rayées et les odeurs sur vos poêles et casseroles, passez une éponge sur toute leur surface avec du marc de café.

Contre les mauvaises odeurs :

Mais ce n'est pas tout, il est aussi efficace pour lutter contre toutes les mauvaises odeurs. Dans le frigo, il suffit de placer pendant quelques jours un bol de marc de café dans un des compartiments. Pour les canalisations, il suffit de le verser dans l'évier une fois par semaine.

Trucs et astuces

Riz plus blanc



Votre riz sera plus blanc et plus vapeurux si vous ajoutez du jus de citron à l'eau de cuisson.

Alléger une mayonnaise



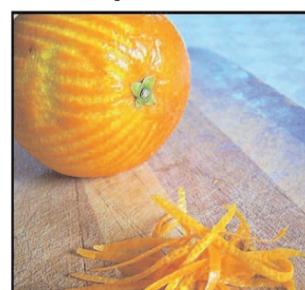
Pour alléger la mayonnaise, ajoutez-y un blanc d'oeuf battu en neige et un peu de jus de citron au dernier moment.

Conservé un citron entamé



Pour conserver un demi citron entamé sans qu'il ne sèche, retournez-le dans un fond de vinaigre et recouvrez-le d'un verre vide.

Zeste d'orange : quelle partie ?



Avant de procéder, brossez la pelure sous l'eau du robinet, puis l'éponger. Et ne râpez que la partie superficielle de l'écorce (de couleur orange), sans la membrane blanche, trop amère.

Les tortues sont bien des cousines des crocodiles et des oiseaux

Les tortues sont de proches parentes des crocodiles et des oiseaux et pas des lézards et des serpents, comme certains le croyaient jusqu'ici.

Une étude publiée dans la revue *Biology Letters* de l'Académie des sciences britannique donne de nouvelles informations sur l'origine des tortues qui fait depuis longtemps l'objet de nombreuses discussions. En effet, on a successivement cru que ces animaux à carapace étaient des descendantes des lépidosaures (ce qui englobe les lézards et les serpents) puis des archosauriens (ancêtres des dinosaures d'il y a 250 millions d'années) avant de revenir sur la première version. Afin de poser les choses clairement, une équipe de biologistes américains a utilisé une nouvelle méthode. Celle-ci consiste à trouver des éléments génétiques similaires présents parmi toutes les espèces concernées ("éléments ultra-conservés" ou UCE), à étudier l'ADN qui leur est associé et à comparer le tout pour tenter de reconstruire l'histoire de leur évolution. Ont ainsi été passés au crible le serpent des blés (*Pantherophis guttata*), la tortue à cou caché d'Afrique (*Pelomedusa subrufa*), la tortue peinte (*Chrysemys picta*), l'alligator d'Amérique (*Alligator mississippiensis*), le crocodile marin (*Crocodylus*



porosus), le tuatara (*Sphenodon tuatara*), le coq sauvage (*Gallus gallus*), le Diamant mandarin (*Taeniopygia guttata*, un oiseau très répandu en Australie), même le génome humain (*Homo sapiens*).

Grâce à cela, les chercheurs ont abouti à un résultat final de 1.145 UCE mais surtout à une conclusion sans équivoque au vu des similarités observées. Selon eux, l'analyse comparée de ces nombreux témoins génétiques de l'histoire des espèces fournit la "preuve écrasante" que les tortues sont bien issues des "archosauriens", soit des proches parentes des crocodiles et des oiseaux. Elles partageraient ainsi un ancêtre commun avec les crocodiles et les oiseaux mais ne seraient à l'inverse que de très lointaines cousines des lézards et des serpents.

"Etant donné que les UCE sont conservés à travers la plupart des groupes de vertébrés, et qu'on les trouve également chez certaines moisissures et insectes, notre approche est généralisable au-delà du seul cas de cette étude et elle est pertinente pour résoudre de vieilles énigmes sur l'évolution de la vie", assurent les auteurs de l'étude. Car, en effet, bien que les tortues progressent lentement, le chemin qu'elles ont parcouru depuis 200 millions d'années reste l'un des derniers mystères de l'évolution des vertébrés.

Panama : des moustiques génétiquement modifiés relâchés contre la dengue

Des chercheurs ont proposé d'introduire au Panama des moustiques génétiquement modifiés pour lutter contre la dengue. Mais des associations de défense de l'environnement s'opposent au projet, avertissant des conséquences qui restent inconnues.

Après la Malaisie, le Brésil et les îles Caïman, c'est au tour de Panama de tester une nouvelle initiative pour lutter contre la dengue. Cette infection virale transmise par les moustiques cause une fièvre sévère, accompagné de maux de tête et peut aboutir à la mort de la personne infectée si celle-ci n'est pas soignée. Selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), chaque année, ce serait environ 50 millions de personnes qui se feraient infecter par le virus responsable.



D'où l'importance d'enrayer sa propagation.

Des scientifiques ont donc décidé au Panama d'introduire des moustiques mâles génétiquement modifiés afin de combattre la maladie. En effet, les moustiques en question sont relâchés pour concurrencer leurs congénères face aux femelles, et dont la progéniture succomberait rapidement, entraînant une baisse de leur population, a expliqué à la presse Nestor Souza, directeur de l'Institut du Memorial Gorgas d'études de santé, dont le siège est installé au Panama.

Néanmoins, plusieurs associations ont d'ores et déjà dénoncé ce projet affirmant qu'il n'est pas autorisé par la loi et surtout que ses répercussions restent inconnues, la recherche sur la question demeurant insuff-

isante actuellement. Si l'initiative a déjà été testée dans d'autres pays, les résultats sont pour l'heure encore inconnus. De même, "nous ignorons les altérations que (ces moustiques) pourraient provoquer chez les personnes (piquées). C'est irresponsable", a notamment dénoncé le militant écologiste Olmedo Carrasquilla, cité par l'AFP.

Pour sa part, M. Souza a fait valoir que les effets négatifs éventuels d'une telle introduction ne sont pas prouvés. Celui-ci a également souligné que cette stratégie n'est qu'une variante de la technique de l'insecte stérile introduite depuis plusieurs années au Panama pour lutter contre la lucilie bouchère (ou mouche de Libye). Une technique qui, elle, a montré de bons résultats.

L'encyclopédie

DES INVENTIONS

APPELLATION DE RESTAURANT

Inventeur : **Boulangier** Date : **Vers 1765** Lieu : **France**

La définition du mot restaurant telle que nous la connaissons est assez récente. Aller jusqu'au XVIIIe siècle, le mot restaurant signifiait un bouillon fortifiant. La première personne à utiliser le mot restaurant comme étant un endroit où l'on mange a été monsieur Boulangier. A partir de 1765, les restaurants se sont multipliés à un rythme effarant, et depuis ça ne cesse d'augmenter.



David Beckham

Le footballeur star s'enflamme, très fier



David Beckham ne sait toujours pas s'il aura l'honneur de disputer les Jeux olympiques de son pays et de sa ville cet été, mais la flamme olympique, elle, y va tout droit

(ou presque), et le footballeur star pourra quoi qu'il arrive se réjouir d'avoir contribué à son parcours.

Freida Pinto

L'Indienne au mini top

Freida Pinto, c'est l'Indienne au mini top. Voilà ce que certains ont pu dire vendredi dernier aux curieux passants de la Croisette. Car ce jour-là, l'actrice a fait sensation au photocall de "Desert Dancer" organisé en bord de mer. Un film en compétition à Cannes qui permet à la brune de s'échauffer question look avant la promotion de "Trishna", sur nos écrans le 13 juin prochain.



Lady Gaga

ses concerts aux Philippines sous surveillance



Aujourd'hui et demain, Lady Gaga se produira aux Philippines mais devra prendre sur elle pour ne choquer personne. Après avoir été interdite de concert à Jarkarta pour des questions de morale, Lady Gaga voit ses deux concerts aux Philippines menacés. Ces derniers auront lieu mais seront surveillés comme le lait sur feu. Pas de débordement possible. La chanteuse devra freiner ses élans exhibitionnistes et tempérer son comportement.

Will Smith

il gifle un journaliste sur le tapis rouge !

Il y a des petits plaisantins qui ne se rendent pas compte qu'à vouloir faire des blagues on peut connaître un retour de flamme. C'est ainsi qu'un journaliste ukrainien, à la première de Men in Black 3 à Moscou, a convaincu Will de lui faire la bise, puis profitant de la situation le journaliste a essayé de l'embrasser sur la bouche. Will l'a repoussé violemment puis lui a asséné une gifle !



Salma Hayek

montée des marches sexy

Habitée des premières et des tapis rouges, Salma Hayek est une pro côté robe de soirées et la piquante brunette sait comment séduire. Jeudi, à l'occasion de la montée des marches de la deuxième journée de Festival à Cannes, l'actrice a sorti le grand jeu dans une robe glamour à souhait attirant ainsi tous les regards. Comme beaucoup d'actrices ce jour-là, la jeune femme choisit la maison italienne Gucci.



Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	03h40
Dohr	12h45
Asr	16h35
Maghreb	19h59
Icha	21h38

Le **MIDI LIBRE** met à la disposition de ses lecteurs deux numéros pour signaler une éventuelle absence du journal dans leurs quartiers.
0777.10.49.42
0550.18.37.57

PILLAGE DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE 2^e trafic au monde après la drogue

Le pillage du patrimoine archéologique est classé au 2^{ème} rang des trafics mondiaux après celui de la drogue, a affirmé à l'APS une spécialiste de l'archéologie.



Contactée samedi à Jijel, au lendemain d'une conférence organisée dans cette ville et consacrée au patrimoine archéologique, Mlle Dalila Houglouène, enseignante au département archéologie à l'université Mohamed-Seddik Benyahia, a souligné que le pillage et le trafic de vestiges intéresse de nombreuses personnes, aussi bien en Algérie que dans le monde, qui se livrent à des "transactions douteuses" sur des pans entiers de l'Histoire des peuples.

Dans une communication qu'elle avait donnée au cours de cette conférence, cette universitaire a tenté de faire la lumière sur les recherches et les fouilles archéologiques réalisées par Adolphe Hedwige Alphonse de La Mare, arrivé dans cette ville côtière en 1884. De La Mare s'était illustré, selon la conférencière, par de

nombreuses découvertes archéologiques dans cette région bimillénaire. Ses trouvailles sont devenues une sorte de référence pour des archéologues, historiens et chercheurs contemporains s'intéressant au passé de l'antique Igilgili.

L'universitaire a également souligné que nombre de vestiges, de pièces archéologiques ou numismatiques ont disparu de la région pour se retrouver placées, à ce jour, au musée parisien du Louvre, pendant et après la période coloniale. Il s'agit de fragments archéologiques, de mosaïques, de pièces de monnaies et autres "extorqués" de la région pour être placés outre-méditerranée, alors qu'ils font partie de la mémoire et du patrimoine national. La région de Jijel, musée à ciel ouvert, regorge effectivement de nombreux vestiges

D'UNE MAGNITUDE DE 6 SUR L'ÉCHELLE DE RICHTER Fort séisme en Italie : au moins six morts

Six personnes ont été tuées lors d'un séisme de magnitude 6 survenu au nord de Bologne, dimanche matin. Il y a également des dizaines de blessés.

Au moins six personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été blessées après un fort séisme qui a frappé dans la nuit de samedi à dimanche la célèbre région de Ferrare (nord-est de l'Italie), au patrimoine classé, détruisant hangars, maisons et clochers. Parmi les victimes figurent quatre ouvriers qui travaillaient de nuit dans des usines. Un Marocain de 29 ans a été tué par la chute d'une poutrelle lors de l'écroulement d'un hangar d'une fabrique de polystyrène expansé à Ponte Rodoni di Bondeno. Deux autres ouvriers italiens ont

succombé dans une usine de céramique à Sant-Agostino, quand le toit est tombé sur eux.

L'un des deux, 35 ans, «voulait aller à la mer mais avec les prévisions météo mauvaises, il avait décidé d'aller travailler, pour remplacer un collègue malade», ont raconté ses parents en larmes.

Le corps d'un quatrième ouvrier a été retrouvé dans la matinée sous les décombres d'une fonderie dans un autre village de la zone. Deux femmes sont décédées après avoir été prises de malaise à la suite du déclenchement du séisme : une Allemande de 37 ans qui était en déplacement de travail, près de Bologne et une femme de plus de cent ans.

ECLIPSE SOLAIRE ANNULAIRE AUJOURD'HUI AU JAPON Un spectacle astronomique rare

Le Japon connaîtra lundi un spectacle astronomique rare, la lune devant à l'aube éclipser la majeure partie du soleil, ne laissant qu'un anneau de lumière, rapportent dimanche des médias.

Plus de 80 millions de Nippons, dont les 35 millions de la région de Tokyo, devraient pouvoir admirer cette éclipse solaire annulaire, a-t-on indiqué de mêmes sources. L'un des projets les plus ambitieux pour marquer l'événement est imaginé par le géant de l'électronique Panasonic. Il va envoyer une expédition au sommet du Mont Fuji (3.776 mètres) pour filmer le phénomène à l'aide d'équipements alimentés par énergie solaire. "Notre objectif est

de diffuser la plus belle éclipse annulaire au monde depuis la plus haute montagne du Japon", a expliqué Hisao Tsugita, chef de projet de Panasonic. "C'est l'endroit le plus proche du soleil (au Japon)", a-t-il souligné.

L'éclipse annulaire devrait être visible sur une bande de 240 à 300 km de large traversant l'Asie orientale, le nord de l'océan Pacifique et l'ouest des Etats-Unis, selon l'agence spatiale américaine.

Le phénomène commencera lundi au lever du soleil dans le sud de la Chine (dimanche à 22H06 GMT) et son champ de visibilité se déplacera rapidement vers l'est jusqu'à la côte sud du Japon, d'après la Nasa.